



**MERCREDI 3 OCTOBRE 2018**

*"Nous ne pouvons pas entrer en décroissance permanente sans que toutes les monnaies fiduciaires perdent 100% de leurs valeurs."*

- ▶ **Quand l'argent pue** (Dmitry Orlov) p.1
- ▶ **Forte progression du charbon en Chine** (Philippe Gauthier) p.6
- ▶ **Non, « vert », « écologique » et « renouvelable » ne sont pas des synonymes !** (Michel Guay) p.8
- ▶ **Rapport de l'IAIE sur l'investissement : ce qui est exact, ce qui ne l'est pas** (Gail Tverberg) p.10
- ▶ **Changement climatique : « Les autres combats n'ont aucun sens si celui-là est perdu »** p.15
- ▶ **Climat: les scientifiques présentent aux États leur âpre diagnostic** p.20
- ▶ **Pour Carlos Tavares (PSA), l'électrique est une mutation "lourde de conséquences"** p.22
- ▶ **Emmanuel Macron n'a pas écouté notre désespérance** (Michel Sourrouille) p.23
- ▶ **[FAKE NEWS:] Impact de notre consommation sur l'environnement, une vaste étude fait le point** p.23
- ▶ **Le budget carbone entamé par le dégel du permafrost**
- ▶ **DANS LA GRANDE DEGRINGOLADE....** (Patrick Reymond) p.32

## SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **La grande dépression qui s'annonce** (Robert Bibeau) p.35
- ▶ **On retrouve en 2018 les mêmes indicateurs qu'en 2008** (Charles sannat) p.39
- ▶ **Comment l'autocensure des médias vous prive d'informations importantes** (Simone Wapler) p.42
- ▶ **Des relations enfin parfaites** (Bill Bonner) p.45
- ▶ **Un jour tout ceci sera à toi! Dé-lire la dette et la monnaie.** (Bruno Bertez) p.50
- ▶ **L'avenir incertain de nos chères banques centrales** (François Leclerc) p.51
- ▶ **Comment gérer la trahison dans le groupe** (Pierre Templar) p.53

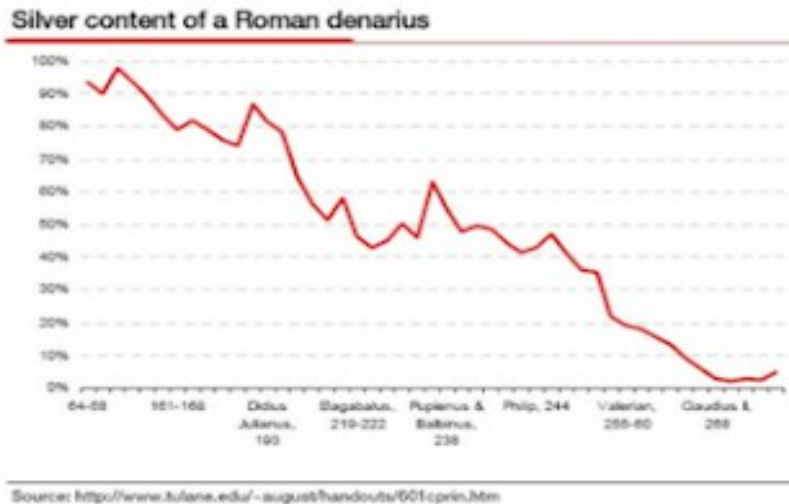


## Quand l'argent pue

Par Dmitry Orlov – Le 24 septembre 2018 – Source Club Orlov

L'expression « pecunia non olet » (l'argent n'a pas d'odeur) aurait été pondue (sans jeu de mots) par l'empereur romain Vespasien qui régna de 69 à 79 après J.-C. Elle signifie généralement que la valeur de l'argent reste la même quelle que soit la façon dont il a été obtenu. (Eh bien, dites-le à une équipe de blanchiment d'argent !) Vespasien avait raison : la monnaie romaine était principalement utilisée sous forme de pièces d'argent qui tiraient leur valeur de leur teneur en argent plutôt que de toute autre chose.

Mais déjà à l'époque, l'argent romain commençait à puer un peu : en 64 après J.-C., l'empereur Néron a dégradé les deniers de 25% en y mélangeant du cuivre. Ce processus a suivi son cours au III<sup>e</sup> siècle après J.-C., alors qu'un denier typique était composé de plus de 50 % de cuivre. Puis l'empereur Caracalla a introduit une pièce de deux deniers qui pesait 1,5 fois plus – une dépréciation supplémentaire de 25%. Il ne fait aucun doute que les légionnaires romains chargés de protéger les frontières de Rome contre les barbares de plus en plus nombreux, et qui étaient payés avec cet argent de moins en moins précieux, pensaient qu'il puait vraiment, et agissaient en conséquence, comme les barbares.



Avance rapide jusqu'à aujourd'hui, et la pièce de monnaie impériale est le dollar américain. Contrairement à la monnaie romaine, qui a perdu 75% de son argent en trois siècles, le dollar américain a perdu 96% de sa valeur, pour chaque dollar émis en 1900. Il a été, pendant un certain temps, convertible en or, mais cela a pris fin en 1970 après un [recours massif](#) aux réserves d'or des États-Unis. Depuis lors, sa valeur n'est plus attachée à rien mais elle reste soutenue par plusieurs forces. D'abord et avant tout, l'inertie pure et simple – la majeure partie du commerce international est réglée en dollars américains – est suivie de la menace de violence contre quiconque tente de fuir le système du dollar américain (comme l'Irak et la Libye, par exemple).



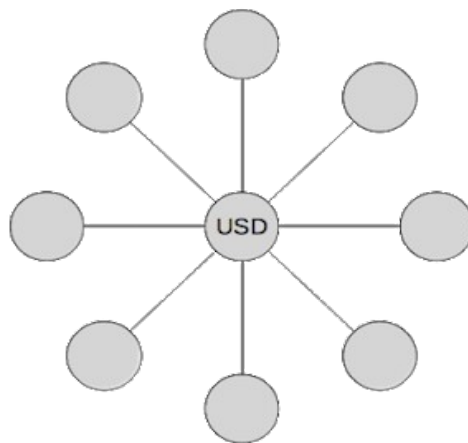
Mais ces forces sont appelées à s'affaiblir avec le temps. Comme les États-Unis représentent une part de plus en plus petite de l'économie mondiale et que d'autres acteurs commencent à revendiquer une part de plus en plus grande du commerce mondial, l'inertie se dissipe. Et menacer de violence la Russie, la Chine et même l'Iran n'est pas particulièrement efficace parce que tous ces pays sont parfaitement capables de menacer les États-Unis en retour.

Le dollar américain pue à bien d'autres égards. Le plus important est la situation financière terminale des États-Unis dans son ensemble : c'est, selon toutes les estimations raisonnables, un pays en faillite qui ne peut survivre qu'en s'endettant à un rythme de plus en plus rapide. Il n'y a aucune prétention que les dettes seront jamais remboursées ; les seuls moyens d'en sortir sont la dévaluation ou la défaillance (ou une combinaison des deux). Même le simple report de

la dette deviendra impossible si les taux d'intérêt reviennent à leur moyenne historique. Comme Poutine l'a dit lors de la récente conférence internationale de Vladivostok, à laquelle ont participé les dirigeants de toutes les grandes nations asiatiques, c'est « un problème sans solution ».

Les exigences juridiques et réglementaires de plus en plus onéreuses en matière de transactions en dollars américains viennent au deuxième rang. Toute transaction, quelle qu'en soit la taille, qui utilise des dollars américains relève automatiquement de la juridiction américaine. De son côté, le gouvernement américain a utilisé ce détournement de compétences à son avantage en punissant ses rivaux économiques et géopolitiques. Le scandale le plus récent concerne les sanctions que les États-Unis ont jugé bon d'imposer aux Chinois pour avoir acheté des systèmes d'armes à des entreprises russes déjà sanctionnées. La Chine n'a pas le droit d'acheter des armes fabriquées aux États-Unis, alors il ne s'agit même pas ici de faire mal à des concurrents, mais plutôt de faire du mal à tout le monde afin d'empêcher la Russie de prendre la première place en terme de ventes d'armes (elle est actuellement numéro deux après les États-Unis). Ajoutez à cela la menace omniprésente de voir ses fonds en dollars américains gelés à tout moment sur n'importe quel prétexte inventé, et il y a toutes les raisons de cesser d'utiliser le dollar américain. Mais comment ?

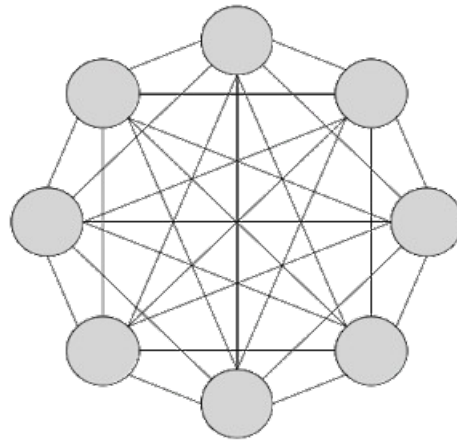
La « dédollarisation » est actuellement un sujet de discussion très brûlant dans le monde entier. Bon nombre de pays, de manière bilatérale, notamment la Russie et la Chine, la Russie et la Turquie et plusieurs autres, sont déterminés à commencer à négocier dans leur propre monnaie, contournant ainsi le dollar américain. Mais il y a 180 monnaies en circulation dans le monde qui sont reconnues par l'ONU, et cela crée un petit problème. Tant que tout le monde transige avec le dollar américain, il en résulte un système en étoile avec le dollar américain en son centre. Pour commercer, tout le monde convertit sa devise en dollars, puis la reconvertit à nouveau en monnaie locale. Comme il est généralement plus coûteux d'acheter des dollars que de vendre des dollars, il existe une sorte de « taxe sur le dollar » que tout le monde doit payer, tandis que les États-Unis peuvent gagner de l'argent simplement en mettant des dollars américains à disposition. Ça n'a pas l'air très juste.



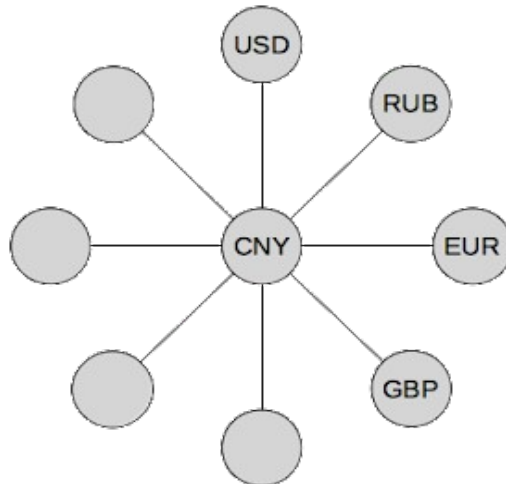
D'un autre côté, il y a certains avantages à utiliser le dollar américain. Tout d'abord, il est très liquide : si vous avez besoin de trouver une grosse somme de dollars à la hâte, il suffit généralement d'un seul appel téléphonique, alors que pour certaines devises mineures, cela

peut prendre un temps et des efforts considérables pour trouver la somme nécessaire. Deuxièmement, il a été relativement stable, avec une volatilité relativement faible par rapport à d'autres devises, ce qui rend la détention de dollars moins risquée que celle d'autres devises plus volatiles. Enfin, pour une entreprise qui fait des affaires à l'échelle internationale, la tenue d'une seule liste de prix, en dollars, représente beaucoup moins d'efforts que la tenue de listes de prix distinctes dans chaque monnaie nationale.

Toutefois, il va de soi que si les avantages de continuer à utiliser le dollar américain dans le commerce international sont limités, les inconvénients potentiels sont incalculables : si les États-Unis et le système du dollar faisaient faillite de manière catastrophique, les dommages causés aux relations commerciales de chacun seraient également catastrophiques. De plus en plus de pays prennent conscience de ce fait et établissent des swaps de devises et d'autres moyens pour faciliter le commerce international dans leur propre monnaie. Le problème ici est la complexité même d'un tel système. Avec la disparition du dollar américain, le diagramme en réseau des monnaies du monde devient plus complexe, car il y a 180 nœuds au lieu de quelques uns seulement.



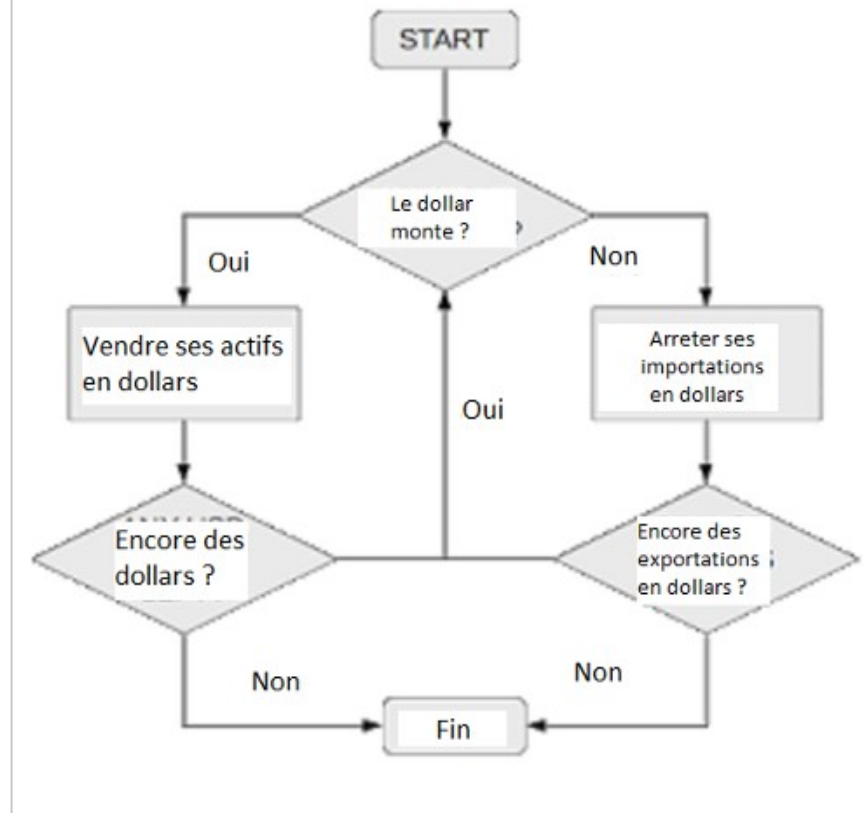
Une alternative est de laisser la Chine prendre le relais. C'est déjà la deuxième plus grande économie du monde après les États-Unis, et la plus grande économie du monde par sa parité de pouvoir d'achat (les Chinois gagnent moins d'argent dans l'absolu mais ont un meilleur pouvoir d'achat que les Américains). La situation financière de la Chine est presque un miroir opposé à celle des États-Unis : c'est exactement le contraire de la faillite, avec d'importants excédents et réserves de changes avec en bonus, des réserves d'or en expansion constante. Mais la Chine a tendance à être un acteur prudent et préfère les approches graduelles, ce qui rend peu probable un remplacement suffisamment rapide du dollar (USD) par le yuan (CNY).



Lorsqu'il s'agit de questions susceptibles d'influer sur la stabilité de l'ensemble du système financier mondial, la prudence et les précautions sont de bon augure. D'un autre côté, vous vous demandez peut-être de quelle stabilité il s'agit. L'actuel résident intellectuellement déficient de la Maison-Blanche aime se réveiller le matin et déclencher une autre guerre commerciale. Il a doté diverses autres personnes au sein du gouvernement américain de l'autorité d'imposer à elles seules des sanctions financières à des pays, des entreprises et des particuliers partout dans le monde. Le déficit budgétaire fédéral américain s'élève à 1 000 milliards de dollars par an, et ce alors que l'économie est censée bien se porter. Mais ce n'est bien sûr pas le cas : il y a près de 100 millions de chômeurs de longue durée ; l'inflation (si l'on inclut le logement, l'éducation et la médecine) est effrénée ; le pays est parsemé de municipalités et d'États insolubles, etc. L'inégalité de la richesse aux États-Unis atteint les niveaux où les pays ont tendance à exploser politiquement. Peut-être plus important encore, la qualité des élites dirigeantes aux États-Unis, qui était assez élevée il y a quelques générations à peine, est maintenant devenue abyssolement faible. Ce n'est pas seulement Trump qui est intellectuellement inquiétant ; c'est aussi le cas de tous les autres. Ils feront tout ce qu'ils peuvent pour perpétuer la fiction selon laquelle les États-Unis sont toujours riches et puissants – jusqu'à ce que les lumières s'éteignent.

Pourtant, il serait imprudent de paniquer, parce qu'en cas de panique, tout le monde s'effondrerait d'un coup. La bonne approche de la dédollarisation consiste à y travailler avec diligence, tous les jours, en poursuivant une stratégie qui minimisera ses pertes. L'effondrement du système du dollar américain ne sera pas une occasion de se faire de l'argent pour la plupart des gens dans le monde. Au lieu de cela, il faut choisir entre perdre un peu ou tout perdre, et je conseillerais la première solution. Voici donc un organigramme pratique de dédollarisation que j'ai mis au point. Si vous le suivez fidèlement, dans la plénitude du temps, vous vous retrouverez entièrement dédollarisé. Je vous laisse le soin de décider jusqu'à quel point vous devez agir avec agressivité, en fonction de votre propre sentiment subjectif quant au moment où l'échéance va arriver soudainement.

## Diagramme de Dédollarisation



## Forte progression du charbon en Chine

Philippe Gauthier 2 octobre 2018 <https://energieetenvironnement.com/>

La politique énergétique chinoise poursuit des objectifs contradictoires avec des résultats mitigés. Le gouvernement chinois a récemment annoncé une baisse marquée des subventions aux énergies renouvelables tout en fixant des objectifs plus élevés pour 2030. Il a aussi annoncé un gel de la construction de nouvelles centrales thermiques qui se traduit dans l'immédiat par hausse de 4,2 % de la consommation de charbon par rapport à 2017.

Selon les autorités chinoises, la production nationale de charbon a été de 2,28 milliards de tonnes entre janvier et juillet 2018, ce qui représente une hausse de 3,6 % par rapport à la même période en 2017. En août, la production a atteint 300 millions de tonnes, une hausse de 4,2 % par rapport à l'année précédente. La Chine a aussi importé 64 millions de tonnes de charbon de janvier à août, soit 14,7 % de plus que pendant la période correspondante en 2017.



Les centrales au charbon ne sont pas seules en cause. Parmi les grands consommateurs de charbon, notons les chemins de fer chinois, qui ont consommé 1,57 milliard de tonnes de janvier à août 2018, une hausse de 10,1 % par rapport à l'année précédente. Sur la même période, le secteur électrique aurait consommé 67,7 millions de tonnes de charbon de moins par rapport au niveau de consommation de 2017.

En septembre 2017, le gouvernement chinois a annoncé qu'il freinerait la construction d'un groupe de nouvelles centrales au charbon représentant 57 GW de capacité au total. Il semblerait que ses directives n'aient pas été suivies à la lettre par les gouvernements régionaux chargés de les appliquer. La région autonome de Ningxia Hui, par exemple, a accordé une permission spéciale de plusieurs centrales au charbon « à ultra faibles émissions » dans le cadre de son plan triennal de « guerre de défense du ciel bleu ». En fait, il semble y avoir une course pour augmenter la capacité le plus vite possible avant l'entrée en vigueur de nouvelles normes en 2020.

En somme, l'engagement réel du gouvernement central chinois en faveur des énergies renouvelables ne semble pas pouvoir freiner l'essor de l'électricité thermique au charbon. La Chine est un pays plutôt décentralisé, où les gouvernements locaux n'appliquent pas toujours très fidèlement les politiques énoncées par Pékin.

La Chine s'est fixé comme objectif de faire porter la part des renouvelables de 8 à 15 % dans le mix énergétique primaire d'ici 2020, tout en réduisant la part du charbon à moins de 62 %, soit 4,2 milliards de tonnes. Mais le lobby charbonnier chinois semble toujours influent et dans ces conditions, on voit mal comment le pays pourra substantiellement réduire sa consommation de combustibles fossiles et ses émissions de GES.

**Sources :**

- [La Chine applique les freins sur l'énergie solaire](#)
- [Ningxia : aucune nouvelle centrale au charbon](#) (en chinois)
- [Profil de production et d'approvisionnement en charbon de janvier à août](#) (en chinois)

# Non, « vert », « écologique » et « renouvelable » ne sont pas des synonymes !

Par Michel Gay. 1 octobre 2018 Contrepoints.org



Dans un pseudo-classement des énergies « vertes », Greenpeace confond les mots « vert », « écologique » « renouvelable ». Redonnons leur sens aux mots.

Les semaines se suivent et se ressemblent dans l'art de présenter des informations biaisées, voire complètement fallacieuses.

Ainsi, cette semaine, un [pseudo-classement des énergies « vertes »](#) (!) selon Greenpeace, place en tête certains fournisseurs « verts » vendant de l'électricité issue de technologies renouvelables (vertes = renouvelables ?), et place EDF en queue de classement (le nucléaire ne contribue pourtant pas au supposé réchauffement climatique [mais ne serait pas vert](#) ?).

[Greenpeace](#) confond (volontairement ?) les mots « vert », « écologique » « renouvelable », alors que d'autres pays évoquent les énergies « propres », comme si ces termes étaient interchangeables.

## **En vert, mais contre tout**

Remettons le vocabulaire à sa juste place. La définition du terme « énergie verte » n'existe pas... C'est un concept flou que chacun arrange à sa manière selon son inspiration et ses intérêts... [y compris EDF](#) !

La physique énonce que toute production d'énergie est une transformation, et donc qu'elle modifie (plus ou moins) la nature.

Ainsi, les éoliennes déclarées vertes ne sont [ni vertes, ni écologiques](#).

Elles ne sont pas vertes car, par kilowattheure produit, il faut jusqu'à [8 fois plus de béton et 4 fois plus d'acier](#) pour une éolienne que pour une centrale nucléaire EPR.

De plus, fonctionnant de [manière intermittente](#), elles doivent être adossées à des centrales à gaz et à charbon pour faire correspondre en permanence la production au besoin, ce qui augmente les émissions de gaz à effet de serre.

## **Le fossile au secours !**

Malgré plus de 400 milliards d'euros investis dans les énergies renouvelables, l'Allemagne n'a pu que stabiliser ses émissions de CO<sub>2</sub> (500 g/kWh alors qu'en France ils sont 10 fois inférieures à 50g/kWh). La majorité de son électricité est toujours produite avec du gaz et du charbon... et aussi encore 15 % de nucléaire avec un prix de vente aux particuliers qui [est le double](#) du prix en France. Son orientation franche et massive dans les énergies renouvelables [est un échec !](#)

Elles ne sont pas écologiques parce qu'[elles hachent les rapaces et les chauves-souris](#) et qu'[elles dénaturent les paysages bucoliques](#).

De plus, il faudra recycler les pales en fibre de verre.

## **« Vert » et « écologique » ne signifient pas « renouvelable »**

Ainsi [une centrale nucléaire est écologique et verte](#) (peu de déchets parfaitement gérés, pas d'émission de CO<sub>2</sub>, peu de surface au sol ni nuisances,...) mais son combustible, l'uranium, n'est pas « renouvelable ». Il est simplement [durable](#) car les réserves sont supérieures à un siècle pour la génération actuelle (GEN 2 et 3) et de plus de 10 000 ans au niveau mondial pour la GEN 4 dite des surgénérateurs.

Il est à noter que le soleil à l'origine du vent et du rayonnement solaire n'est pas renouvelable non plus. Il consomme irrémédiablement l'hydrogène qui le compose (par fusion nucléaire...) et il s'éteindra dans 5 milliards d'années. Certes, c'est lointain, mais 10 000 ans aussi...

## **EDF, leader vert mondial pour les émissions de gaz à effet de serre...**

Selon le concept d'énergie « propres » en cours en Inde, en Chine, et aux États-Unis, le fournisseur d'électricité EDF serait classé premier au monde parmi les grands pays industrialisés.

Ca, bien sûr, Greenpeace (qui [semble préférer le gaz russe au nucléaire](#)) ne l'admettra jamais.

Il est aussi à noter, accessoirement, dans le vocabulaire, que les « fournisseurs » d'électricité ne sont pas des « producteurs ». La plupart achète l'électricité à... EDF avant de la revendre « verte ».

Selon la réglementation, un fournisseur d'offres « vertes » peut se contenter d'acheter de l'[électricité produite dans une centrale à charbon](#) ou nucléaire, du moment qu'il achète aussi un certificat vert attestant qu'une quantité équivalente d'électricité renouvelable a bien été injectée sur un réseau d'électricité... quelque part dans le monde !

Dans ces conditions, il est cocasse de voir EDF reléguée en queue de peloton et le trio de fournisseurs d'électricité *Énergie d'ici*, *Enercoop* et *Ilek* s'agiter en tête du classement de Greenpeace au cri de « *Plus vert que moi tu meurs !* ».

En dernier ressort, il restera à [trier les électrons verts](#)<sup>1</sup> chez soi à son compteur...

## **NOTE:**

1. Attention, c'est un article du... 1er avril !

# Rapport de l'AIE sur l'investissement : ce qui est exact, ce qui ne l'est pas

Par Gail Tverberg 10 juin 2014

Récemment, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié un « Rapport spécial » intitulé [World Energy Investment Outlook](#). Commençons par des choses avec lesquelles je suis d'accord :

**1. Le monde a besoin d'investir 48 000 milliards de dollars pour répondre à ses besoins énergétiques d'ici 2035.** C'est certainement vrai si l'on suppose, [comme le fait l'AIE](#), que la croissance économique mondiale va en fait s'améliorer légèrement, et passer de 3,3% par an entre 1990 et 2011 à 3,6% par an entre 2011 et 2035. En fait, il y a des chances pour que les besoins d'investissement aient besoin de croître encore plus que ce qu'indique l'AIE.

Selon moi, il s'agit d'un rapport rédigé [« pour se couvrir »](#). L'AIE entrevoit un certain nombre de problèmes à venir. Il n'y a aucune chance que l'on arrive à investir le montant qui serait indispensable (et qui est probablement très supérieur à 48 000 milliards de dollars). En ayant publié ce rapport, l'AIE pourra dire : « Nous vous l'avions dit. Vous n'avez pas assez investi. Voilà pourquoi votre approvisionnement en énergie a rencontré d'énormes problèmes. »

**2. Sans réforme des marchés de l'électricité, la fiabilité de l'approvisionnement en électricité de l'Europe est menacée.** Le modèle actuel de fixation des prix, dans lequel les énergies éoliennes et photovoltaïques sont financées par des tarifs de rachat garanti, et dans lequel les prix de l'électricité obtenue avec les autres combustibles est établi par ordre de mérite, entraîne d'importantes distorsions du marché.

Selon moi, le problème est encore plus grave que ce qu'ont compris les auteurs du rapport. La valeur des énergies éoliennes et photovoltaïques est intrinsèquement difficile à déterminer, car ces énergies fournissent un approvisionnement intermittent, qui n'est pas comparable aux autres types d'électricité. De plus, une grande partie des coûts est liée au transport et à la distribution – 42% des coûts d'investissement dans le scénario « *New Policies* ». De nombreux chercheurs bien intentionnés se sont penchés sur l'éolien et le photovoltaïque et ont pensé qu'ils constituaient une solution, mais ils ont eu systématiquement tendance à considérer les choses de manière pas assez large.

Si l'on veut étudier correctement la situation, il faut vraiment regarder attentivement le coût total du système de production d'électricité avec des énergies renouvelables intermittentes (à une part du mix énergétique donnée) et le comparer au coût total qu'aurait le système de production d'électricité sans ces énergies renouvelables intermittentes. Une fixation correcte des prix doit inclure tous les coûts supplémentaires, y compris les coûts supplémentaires pour stocker l'électricité, les coûts supplémentaires pour transporter l'électricité sur de longues distances et les coûts supplémentaires auxquels doivent faire face les fournisseurs de combustibles fossiles pour augmenter et réduire leur production afin de compenser les variations de production des énergies renouvelables intermittentes.

Une étude de Weissbach et al. ([ici](#) ou [là](#)) suggère que l'efficacité de l'éolien et du photovoltaïque se situe « un ordre de grandeur » en dessous de celui des combustibles fossiles, de l'hydroélectricité ou du nucléaire quand on prend en compte tous les coûts. Une analyse plus

large soulève également des questions quant à savoir si les énergies éoliennes et solaires permettent réellement d'économiser des émissions de carbone – la croyance selon laquelle elles seraient utiles vient-elle simplement du fait d'avoir sous-estimé leurs coûts réels pour le système ?

J'irais même jusqu'à questionner le sens que peuvent avoir des marchés concurrentiels de l'électricité. Des marchés réglementés permettent aux différents acteurs d'obtenir une marge suffisante, et permettent aux services publics de collecter des redevances suffisantes pour pouvoir faire fonctionner l'infrastructure. Le superviseur peut augmenter ou réduire les investissements d'un type particulier, en fonction des besoins du système particulier. J'ai remarqué cet article récent de Bloomberg qui dit que [l'Europe est confrontée à un coup de frein sur l'électricité verte pour mettre un coup d'arrêt aux surcharges de ses réseaux électriques](#). Le système actuel fonctionne clairement mal.

**3. Si l'on veut qu'elles puissent répondre à nos besoins d'ici 2035, les réserves de pétrole de réservoir compact et autres pétroles « de schiste » devront être complétées par d'autres sources.** Voici le graphe que j'ai construit à partir des données fournies par l'AIE dans son *World Energy Outlook* de novembre 2012, pour le scénario « *New Policies* ».

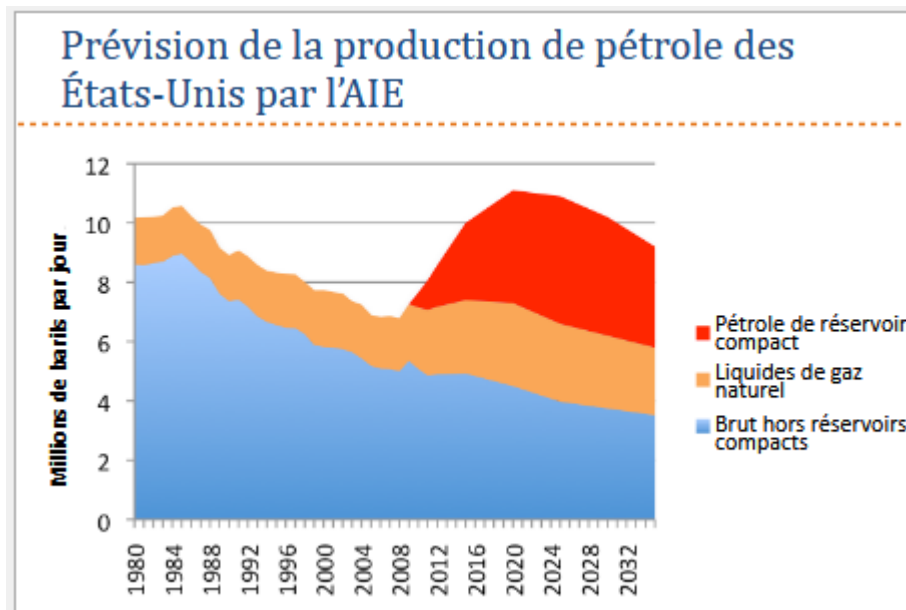


Figure 1. Mon interprétation des prévisions de l'AIE sur la future production pétrolière aux États-Unis dans le cadre de son scénario « *New Policies* », d'après les informations fournies dans le *World Energy Outlook 2012* de l'AIE.

Le rapport actuel ne se veut pas un rapport sur la production pétrolière future, mais parmi l'un des éléments mis en avant, on trouve ce qui suit : « Répondre à la croissance de la demande de pétrole à long terme dépendra de plus en plus du Moyen-Orient lorsque la hausse actuelle de l'approvisionnement hors OPEP commencera prendre fin dans les années 2020. » Cela implique que non seulement le pétrole brut de réservoir compact [improprement appelé « pétrole de schiste » en France, NdT] américain ne résoudra pas nos problèmes, mais que celui du reste du monde ne le résoudra pas plus. À la place, l'AIE en revient à son vieux plan qui consiste à « faire appel à l'OPEP » – espérant que le Moyen-Orient réponde à l'appel, si personne d'autre ne le fait. C'est là prendre ses désirs pour des réalités – un point sur lequel je

reviendrai plus tard.

**4. Le rapport de l'AIE sur l'investissement témoigne de la réalité de rendements décroissants, même s'il n'utilise jamais cette expression.** Ces rendements décroissants se produisent lorsque la société devient de moins en moins efficace dans sa production de produits énergétiques. Dans le cas du pétrole, le problème est que les ressources faciles à extraire sont celles que l'on a extraites en premier ; il faut à présent passer à des ressources plus difficiles à extraire. Dans le cas de l'électricité, le problème est que les anciennes ressources produisaient trop de carbone ; il nous faut à présent passer à des approches plus coûteuses qui (on l'espère) en produiront moins.

Nous pouvons voir des rendements décroissants à l'œuvre en de nombreux endroits du rapport. Le constat principal du rapport est que le fait que l'on s'attende à ce que les coûts d'investissement augmentent plus vite que la quantité de pétrole ou d'électricité produite. Le rapport fait également d'autres constats plus précis. Dans le secteur du pétrole aux États-Unis, « *des rythmes de production élevés signifient que les ressources s'épuisent rapidement, les coûts par baril augmentant en conséquence à mesure que les exploitants se déplacent des sites faciles pour aller dans des zones où la quantité récupérable par puits est moindre* »<sup>1</sup> (page 65). L'Union européenne aura besoin de prix plus élevés que les prix actuels du gaz naturel liquéfié venu d'Amérique (page 76). Dans les raffineries, la tendance va vers le recours à des technologies plus complexes et plus coûteuses (page 77). Le scénario « *New policies* » prévoit une trajectoire des prix du pétrole nettement orientée à la hausse (page 81). On s'attend à ce que l'éolien en mer se déplace plus loin au large, avec des coûts encore plus élevés (page 104).

Ce que l'AIE semble ne pas comprendre, c'est que des rendements décroissants affectent la capacité des acheteurs à payer des prix plus élevés pour les produits qu'ils achètent. L'AIE suppose que les acheteurs seront en mesure de payer plus cher (hors inflation) les produits énergétiques qu'ils utilisent, sans que cela ne nuise aucunement à l'économie. C'est clairement faux, car les salaires n'augmentent pas en suivant le coût plus élevé des produits énergétiques. Quand les prix de l'énergie se mettront à augmenter, les acheteurs réduiront leurs achats de biens divers et variés. Cela conduira à des licenciements dans de nombreux secteurs variés, et très probablement à une récession. Cela conduira également à un risque accru de défaut de remboursement de dette.

En fait, les rendements décroissants ont eux-mêmes tendance à provoquer une baisse des salaires, car d'une certaine manière, ils rendent les travailleurs moins efficaces, en réduisant le nombre de biens produits par heure travaillée. Dans [\*L'effondrement des sociétés complexes\*](#), Joseph Tainter indique que ce sont les rendements décroissants qui ont été à l'origine de l'effondrement des civilisations passées.

## **Points de désaccord**

**1. De nombreux pays de l'OPEP parmi ceux qui détiennent les réserves les plus importantes et les moins coûteuses, limitent délibérément leur production afin de conserver des réserves pour le long terme.** C'est là une fausse croyance courante, régulièrement répétée par l'AIE, mais qui n'est pas vraie.

Le véritable coût de la production au Moyen-Orient ne se résume à celui d'extraire le pétrole

du sol. Pour l'appréhender, il faut examiner le coût total de l'ensemble du système nécessaire à l'extraction, y compris tous ceux qui sont nécessaires pour apaiser les habitants de la région, et aussi tous les coûts nécessaires pour l'infrastructure supplémentaire. Même si, en théorie, l'Irak peut augmenter sa production de pétrole, cela ne se fera pas de manière automatique. Et même si, en théorie, la Libye peut elle aussi augmenter sa production, il ne faut pas s'attendre à ce que les combats qui s'y déroulent cessent au jour au lendemain. Une fois tous ces coûts pris en compte, le coût d'extraction par baril est proche, voire supérieur au coût du pétrole actuel.

L'Arabie saoudite publie des chiffres de réserve élevés, mais rien n'indique qu'elle puisse, si elle le voulait, considérablement augmenter sa production. [La plus forte hausse récente des capacités de l'Arabie saoudite](#) date de 2013 et correspondait à 500 000 barils supplémentaire par jour, pour pouvoir utiliser le pétrole lourd et pollué provenant du champ de Manifa, qui faisait partie de ses soi-disant « capacités inutilisées ». L'installation du traitement de 400 000 barils par jour supplémentaires devait être mise en service en 2014. Partout ailleurs, on constate des déclin de production. Il n'est donc pas évident que ces ajouts de capacité d'extraction suffisent réellement à augmenter la production totale de pétrole de l'Arabie Saoudite. Selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), cette production totale était légèrement inférieure en 2013 à ce qu'elle était en 2012.

Les chiffres de « réserves de pétrole prouvées » saoudiennes sont non auditées. Son grand gisement de pétrole est [Ghawar](#), qui produit environ 5 millions de barils par jour. Nous ne savons pas combien de temps il pourra continuer à produire. On sait que les puits horizontaux peuvent empêcher le déclin de la production durant un certain temps, mais l'on sait aussi que, si une chute de production survient, elle sera probablement plus forte que pour des puits verticaux. Si la production de Ghawar commence à baisser de manière significative, il y a des chances pour que la production mondiale de pétrole se mette elle-même à baisser.

On sait qu'en théorie, l'Arabie saoudite peut développer, [dans une certaine mesure, sa production de pétrole lourd](#), qui n'est pas très différent des sables bitumineux du Canada ou du pétrole lourd de la [ceinture Orinoco](#) au Venezuela. Cependant, extraire un tel pétrole exigerait un investissement initial important et ce pétrole s'écoulerait très lentement. Selon le [Wall Street Journal](#), « *le fait que les Saoudiens en soient à envisager un tel projet montre à quel point il est difficile et coûteux d'étancher la soif de pétrole du monde. Cela suggère également que même les Saoudiens ne soient peut-être pas en mesure d'augmenter la production rapidement si une hausse de la demande devait survenir de manière inattendue.* »[2](#)

**2. Il est logique de trouver de nouvelles sources d'investissement qui fourniront des fonds à de meilleurs taux d'intérêt pour financer les projets énergétiques.** Le rapport parle d'essayer de trouver de nouvelles sources d'investissement, autres que les sources traditionnelles, pour financer des projets énergétiques. En particulier, il mentionne la possibilité de puiser dans des fonds détenus par des investisseurs institutionnels (fonds de pension, assureurs, fonds souverains, etc.). Les fonds de pension et les compagnies d'assurance sont bien sûr actuellement impliquées dans la détention de titres et d'obligations de sociétés pétrolières et d'autres sociétés énergétiques.

Si de nouvelles sources de prêt sont nécessaires (au-delà du problème des coûts élevés), c'est parce que les sources précédentes s'épuisent au même rythme que celui auquel on a besoin d'énormes quantités de nouveaux prêts. Historiquement, les États étaient des sources de

financement, mais ces sources ne peuvent plus désormais être considérées comme acquises (page 38). Les évolutions réglementaires apportées aux règles de Bâle III rendent plus difficile pour les banques l'octroi de prêts à long terme à des fins de production d'énergie sans exiger des taux d'intérêt plus élevés (page 39). Une bonne part des prêts futurs concerneront les pays en voie de développement (cf. figure 2 ci-dessous). Beaucoup des ceux qui ont prêté de l'argent aux pays en développement dans le passé ont subi des pertes (page 39). En matière de projets pétroliers, de nombreux exemples existent qui montrent que les sociétés pétrolières ont réalisé des investissements massifs pour un retour quasi nul, comme par exemple [au Kazakhstan](#) (page 81).

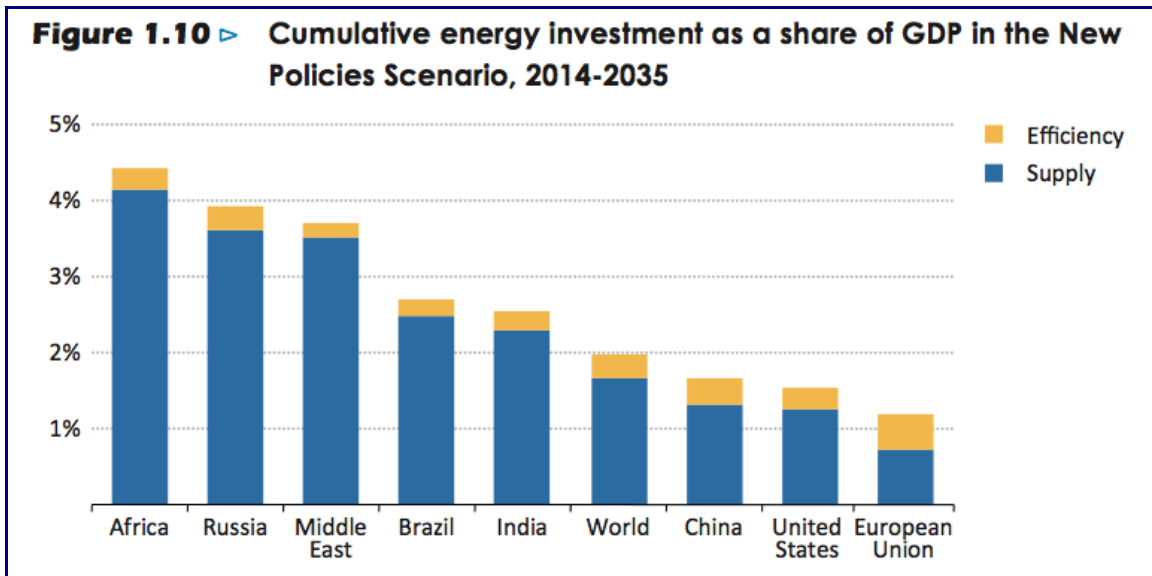


Figure 2. Investissement énergétique requis par région du monde – tiré d'une présentation de l'AIE.

Peut-être les fonds souverains, s'ils estiment le niveau de risque adapté, peuvent-ils prêter dans des situations où l'expérience montre que la prudence s'impose. Mais mon expérience dans le secteur de l'assurance me pousse à douter du fait que les compagnies d'assurance et les fonds de pension puissent se lancer dans le financement de ports en Irak, de raffineries en Inde ou de lignes de transport d'électricité longue distance jusqu'à des éoliennes en pleine mer. Si tel est le cas, cela doit faire partie du programme d'investissement, avec des primes de risque incluses dans les taux d'intérêt qui sont suffisantes, et un risque qui est réparti entre un grand nombre de participants à l'aide d'obligations ou une quelconque forme de titrisation. Il semble indispensable d'impliquer un intermédiaire financier de type bancaire.

Le principal intérêt pour ceux qui écrivent le rapport est de réduire les coûts pour les emprunteurs. Si le risque augmente, il n'est pas du tout évident que les taux d'intérêt doivent baisser. En outre, développer des capacités dans un pays sous-développé avec un baril de pétrole à 100 dollars est beaucoup plus difficile que les développer avec un baril de pétrole à 20 dollars. C'est une raison forte pour expliquer que le financement de la dette dans les pays sous-développés ne fonctionne pas bien.

## Commentaire

Ce sur quoi l'AIE s'est butée par inadvertance, c'est la raison pour laquelle les limites au pétrole posent problème et, en fait, la raison pour laquelle les limites à l'énergie en général posent problème. Les ressources disponibles *semblent* être pléthoriques, et il *semble* y avoir de nombreuses manières de réduire notre consommation d'énergie grâce à des mesures d'adaptation. En réalité, financer tout ce qu'il y a à faire devient impossible.

Un système qui fournit de l'énergie, ou qui permet d'en économiser, exige de commencer par payer quelque chose. Ce paiement reflète le fait qu'il faille utiliser du pétrole et d'autres ressources limitées (par exemple, des métaux chers) pour les créer. Développer de nouveaux champs de pétrole, de gaz ou de charbon, tout comme construire des centrales électriques, exige également d'utiliser du pétrole et d'autres ressources limitées. Cela exerce une pression à la fois sur les marchés de la dette et sur les ressources limitées. Il y a un moment où la quantité de ressources limitées qui est utilisée devient trop importante, et les besoins de dette deviennent trop élevés. Les projets dont les coûts initiaux sont élevés font partie des plus mauvais contributeurs.

La stratégie consistant à s'endetter toujours plus ne fonctionne pas. L'économie croît trop lentement. Les salaires des gens n'augmentent pas assez pour suivre la hausse des coûts en jeu. Les régions qui ont besoin de dette ne sont pas celles qui possèdent des services bancaires appropriés. C'est l'incapacité de financer tous les investissements nécessaires qui finiront par faire s'écrouler le système. La rareté des ressources restera un problème en coulisses, jouant elle aussi un rôle, mais les problèmes qu'elle génère resteront masqués par les problèmes de financement rencontrés par les indispensables investissements énergétiques.

### NOTES:

<sup>1</sup> *“High production rates mean that resources are rapidly depleted, with a corresponding rise in costs per barrel as operators move out of the sweetspots to areas where the recovery per well is lower”.*

<sup>2</sup> *“That the Saudis are even considering such a project shows how difficult and costly it is becoming to slake the world's thirst for oil. It also suggests that even the Saudis may not be able to boost production quickly in the future if demand rises unexpectedly.”*

**Changement climatique : «Les autres combats n'ont aucun sens si celui-là est perdu»**

Par Laure Equy et Coralie Schaub, photo Pablo Chignard (Hans Lucas) — 2 octobre 2018

**[NYOUZ2DÉS: si vous écoutez bien Aurélien Barrau (vidéo sur Thinkerview) il dit qu'il n'est pas question qu'il applique ce qu'il préconise. J'attends encore que les 200 signataires envoient leurs voitures, bateaux, motos, etc, à la déchiqueteuse. ]**



*Nyouz2dés: on attend encore les voitures, bateaux, motos des 200 signataires.*

*Aurélien Barrau, astrophysicien, a enflammé les réseaux sociaux avec un discours lucide et saisissant sur le réchauffement et la responsabilité de l'humanité dans sa propre destruction.*



*Aurélien Barrau, le 28 septembre à Grenoble, où il est astrophysicien au Laboratoire de physique atomique et de cosmologie. Photo Pablo Chignard. Hans Lucas pour Libération*

- **Changement climatique : «Les autres combats n'ont aucun sens si celui-là est perdu»**

Début septembre, Aurélien Barrau, 45 ans, astrophysicien à l'université Grenoble-Alpes, lançait avec l'actrice Juliette Binoche un appel pour une action politique *«ferme et immédiate»* face au changement climatique, [signé par 200 personnalités et publié en une du Monde.](#) Quelques jours plus tard, invité du [festival Climax](#), à l'[Ecosystème Darwin](#), à Bordeaux, il

enfonçait le clou, avec [un discours limpide et percutant](#) qui a enflammé les réseaux sociaux - vu près de 4 millions de fois sur Facebook. Devenu malgré lui une figure médiatique, il souhaite désormais «*retourner à ses recherches*».

**Vous n'êtes ni climatologue ni spécialiste de la biodiversité. Qu'est-ce qui vous a amené à sonner l'alerte sur l'écologie ?**

Je n'ai pas de compétence particulière dans ce domaine et je ne masque pas cette ignorance. C'est un cri d'alarme que je pousse en tant que citoyen, en tant que vivant. Mais comme scientifique je sais néanmoins deux choses : d'abord qu'une croissance exponentielle, dans un monde de taille finie, est impossible durablement, et ensuite que si les prédictions climatiques ont pu être un peu aléatoires, elles sont désormais extrêmement fiables. Il est aujourd'hui impossible d'être climatosceptique.

**Vous parlez de «*crash du système planétaire*», d'«*atrophie des espaces de vie*». Même de «*fin du monde*»...**

En tant qu'astrophysicien, je peux confirmer que la Terre continuera de tourner autour du Soleil. L'expression semble donc exagérée. Mais quelle est la spécificité de notre monde ? C'est cette richesse du vivant, cet équilibre subtil et fragile gagné après des millions d'années d'évolution. Si notre planète se dépeuplait de l'essentiel des vivants, en quoi serait-elle encore miraculeuse, merveilleuse, magique ? En quoi mériterait-elle encore d'être sauvée ? Voilà pourquoi je crois qu'on peut parler de fin possible du monde.

**Votre constat rejoint celui du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, selon lequel le monde a deux ans pour agir contre le changement climatique sauf à affronter des «*conséquences désastreuses*». N'est-il pas déjà trop tard ?**

Il est trop tard pour que rien de grave n'ait lieu. On le voit déjà : 60 % des populations de vertébrés ont disparu en quarante ans. L'Europe a perdu, en trente ans, plus de 400 millions d'oiseaux et 80 % des insectes volants. Et au niveau humain, on commence déjà à observer des déplacés climatiques et des pandémies. La catastrophe a déjà lieu. En ce sens, c'est vrai, il est trop tard. Mais ça pourrait être bien pire. Dans un système aussi complexe que la Terre, il y a des paliers. Ce que met en exergue l'ONU, c'est que si on ne fait rien de drastique d'ici quelques années, on passera un palier. Ensuite, même si on est exemplaire, il faudra des temps gigantesques pour inverser la tendance.

**Emmanuel Macron sacré «*champion de la Terre*» à New York, ça vous inspire quoi ?**

Si cette récompense consacre une action passée, elle est incompréhensible. L'année 2017 a été la pire de l'histoire en termes de rejets de CO<sub>2</sub> et la France a été parmi les mauvais élèves.

Nous ne sommes pas sur la bonne voie. En revanche, que Macron ait reçu cette médaille ne me choque pas. Je la vois comme une incitation. Parfois, endosser le costume de super-héros peut vous donner envie de vous comporter comme tel. C'est ce que j'espère : il aurait l'opportunité de rester dans l'histoire comme celui qui a commencé à sauver le monde. Ça serait pas mal, quand même ! A sa place, je me laisserais tenter, je crois !

## **Lui comme la plupart des dirigeants politiques continuent de vouloir concilier écologie et capitalisme. Est-ce possible ?**

Quoi qu'on réponde, on est coincés. Si on répond oui, les altermondialistes n'écoutent plus. Si on dit non, les plus conservateurs, qui veulent faire un effort mais sans remettre en cause les fondements du système, n'écoutent plus non plus. On ne peut pas se permettre de trop restreindre. Tout le monde est d'accord pour dire qu'on ne doit pas envoyer la vie dans le mur. Les autres combats n'ont aucun sens si celui-là est perdu. Commençons par l'action : effondrons les émissions de CO<sub>2</sub> et arrêtons d'envahir les espaces naturels. Et on verra bien quel système permet de le faire efficacement ! La vraie question est : pourrions-nous défendre notre bilan dans cinquante ans ? Non. Même si vous êtes ultralibéral, vous ne pourrez jamais expliquer que vous avez décidé de flinguer l'essentiel des vivants parce qu'il fallait gagner deux points de croissance. Cela transcende les divergences d'analyse économique.

## **A quoi ressemblerait un changement radical de modèle ?**

Si on reste prisonniers des indicateurs de l'ancien monde, comme le taux de croissance, on aura forcément l'impression de régresser. L'inflexion drastique qu'on doit engager peut être perçue, au départ, comme une perte de confort ou de liberté. Mais c'est une illusion, ce sont ces indicateurs sclérosés qui sont biaisés car issus d'un système qui est dans l'impasse. Il faut redéfinir notre rapport au vivant, à la Terre, et envisager une décroissance économique qui soit une croissance intellectuelle, culturelle, écologique et humaniste. Une amélioration de la qualité de vie, une ouverture de possibles, un endiguement de la mort des espèces, un partage apaisé des richesses devraient, avec de meilleurs indicateurs, apparaître comme une authentique croissance ! Même si on baisse la production de certains objets techniques.

## **Depuis votre pétition, avez-vous été contacté par des responsables politiques ?**

Oui, et ces conversations m'ont ému. Ces personnes m'ont dit qu'elles étaient conscientes du problème mais ne pouvaient pas faire changer les choses. Je vois deux raisons à cette impuissance. La première, ce sont les lobbys, tout le monde le sait. Nos dirigeants devront oser se fâcher, être braves, affronter de grandes puissances. Je crois qu'il y a une autre raison, plus subtile : aucun de nos dirigeants n'ayant été élu sur un programme écologiste, ils ne se sentent pas légitimes pour le mettre en œuvre. Il faut un sursaut citoyen. Faisons l'effort de dire, tous, de gauche, de droite, libéraux ou marxistes : «Nous ne voterons plus pour un candidat dont le projet écologique n'est pas clair, assumé et absolument prioritaire.»

## **Ce sont des dirigeants nationaux qui vous ont contacté ?**

Je ne donne pas leur nom, car cela relève de conversations privées. Mais je n'ai pas eu Macron au téléphone, si c'est votre question !

## **Vous plaidez pour des mesures fortes, quitte à ce qu'elles restreignent nos libertés. A quoi pensez-vous ?**

J'ai vu que cela suscite des crispations. On ne va pas instaurer un écofascisme ou un stalinisme vert ! Personne ne veut ça. Mais il ne faut pas se mentir : si l'on consomme moins, il y aura une

petite incidence sur un certain type de confort. A l'instant, trois voitures viennent de passer, avec une seule personne dans chacune. Il ne s'agit pas de l'interdire mais il faut que cela devienne rare. Un billet d'avion coûte souvent moins cher qu'un billet de train, c'est incompréhensible. On réplique parfois que la liberté n'est pas négociable. C'est idiot, toute notre vie est conditionnée par des privations de liberté : je ne suis heureusement pas libre d'agresser un passant, ni de ne pas payer mes impôts ou de ne pas scolariser mes enfants. Des tas d'actes sont interdits ou obligatoires, pour le bien commun. Ne doit-on pas considérer la planète - la vie - comme un bien commun ? Dans quelques années, des épisodes caniculaires empêcheront de sortir de chez soi. Le corps ne peut pas rester longtemps à 55 °C. Le réchauffement nous privera de la liberté de sortir, ce n'est pas rien ! Il faut s'imposer de petites restrictions pour éviter une catastrophe *in fine* bien plus liberticide.

### **Vous vous inquiétez aussi de la disparition des espaces de vie. Cela appelle-t-il des mesures coercitives ?**

C'est vrai qu'il ne faut pas parler que du climat. Aujourd'hui, la première cause d'extinction des espèces est la disparition des espaces de vie, les prélèvements excessifs, la pollution. L'expansionnisme humain n'est plus possible. Je n'ai évidemment pas envie que des gens renoncent à se loger décentement. Il faudra juste un peu plus de partage : on ne s'en sortira pas sans une répartition des richesses, des ressources et de l'espace de vie. Par ailleurs, certains pays donnent des droits à des fleuves ou des forêts, qui deviennent des «personnalités juridiques». On pourrait donner des droits à des objets naturels - parcs régionaux, montagnes, populations animales - qui auraient des représentants. On donne bien des droits à des entreprises ! Ce n'est pas infaisable : quand Kennedy a dit qu'on irait sur la Lune, c'était fou ; sept ans après, on y était. La seule question est de savoir si on veut le faire.

### **Un pays ne peut pas se transformer seul dans le cadre d'une économie mondialisée, dit-on...**

Cet argument est irrecevable. On apprend bien à nos enfants que l'irresponsabilité des copains n'est pas une excuse... Pour être concret, l'échéance importante n'est pas la remise du rapport du Giec [*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*], dont les conclusions seront catastrophiques. Ni la COP 24 qui ne pourra rien faire, à cause de Trump. Mais le prochain sommet européen : Macron et Merkel auront un pouvoir de décision et pourraient ouvrir un gigantesque infléchissement écologique de l'axe européen-africain. On ne parlerait plus d'un pays mais de deux continents, ce ne serait plus anecdotique.

### **Même si la préoccupation écologique infuse dans l'opinion, croyez-vous que celle-ci soit prête à renoncer à son mode de vie ?**

Je n'en suis pas sûr... Il semble qu'on choisisse l'effondrement. Mais je crois encore au pari de la vie. Quand les dinosaures ont reçu la météorite, ils ne pouvaient rien y faire. Nous, nous avons les rênes en mains. Certains pensent qu'il y aura, au dernier instant, un miracle technologique. Ce n'est pas raisonnable. Et même si on déménageait sur Mars, il y aurait très peu de «*happy few*» ! En revanche, je crois à un miracle éthique : on sait tous, au fond de nous, que la situation est insensée. On nie la vie en elle-même. L'inaction serait impardonnable : nous

avons toute l'information.

**Votre discours au festival Climax a eu un écho fort. Mais vous voulez retourner à vos recherches. N'avez-vous pas la responsabilité de porter la parole de cette cause ?**

Ce que je vous ai dit à l'instant n'est pas nouveau. Si je vous avais parlé astrophysique, je vous aurais appris des choses, là je n'ai rien dit de très original. C'est mieux que je me retire, d'abord car j'ai une vie, un travail. Il ne faut pas «peopliser» ce sujet : peu importe que ce soit un type aux cheveux longs avec des bracelets au poignet qui l'aborde ! Des personnes bien plus compétentes travaillent sur ces questions, elles ont des solutions clés en main, chiffrées. C'est à elles qu'il faut donner la parole. Pour une raison qui me dépasse, mon message a été écouté. Tant mieux ! Je voudrais maintenant que le passage demeure, mais que le passeur disparaisse.

## **Climat: les scientifiques présentent aux États leur âpre diagnostic**

AFP publié par <https://www.connaissancedesenergies.org/> parue le 01 oct. 2018



Réunis en Corée du sud, les délégués des Etats de l'ONU se penchent à partir de lundi sur le dernier rapport des [scientifiques du GIEC](#), constat implacable de la montée des dérèglements climatiques et du retard pris pour les contrer.

Soumis à leur approbation, le texte, basé sur 6.000 études scientifiques, met en garde contre des impacts forts à 1,5°C de réchauffement, et liste les options, désormais limitées, pour agir si le monde veut rester sous ce seuil (dont 1°C est déjà acquis du fait des gaz à effet de serre déjà émis).

C'est à la COP21 à Paris fin 2015 que l'ONU avait chargé son Groupe des experts du climat

(GIEC) de produire un rapport sur l'objectif 1,5°C. Les États venaient de s'engager à réduire leurs émissions pour rester "bien en deçà de 2°C" par rapport à l'ère pré-industrielle.

L'ajout de l'engagement à "poursuivre les efforts pour limiter la hausse à 1,5°C", arraché en dernière minute, était d'abord une revendication des États les plus vulnérables, comme les petites îles. Mais la recherche en a depuis précisé les implications et revu le curseur des risques, dans un monde déjà secoué par une recrudescence de vagues de chaleur et feux de forêts.

"Il y a trois ans, il n'y avait pas beaucoup de littérature scientifique sur un réchauffement à 1,5°C," explique Jim Skea, professeur à l'Imperial College de Londres et coprésident du GIEC.

Le rapport de 400 pages décrit aujourd'hui une nette différence d'impacts entre 1,5 et 2°C, et ce partout, qu'il s'agisse d'ampleur des canicules, d'extinctions d'espèces ou de productivité agricole. "C'est important car ça clarifie la question: oui, ça fait une grosse différence (1,5 ou 2)", dit Laurence Tubiana, architecte de l'accord de Paris. "Je me souviens de discussions avec pas mal de pays avant Paris, on nous disait: pourquoi 2°C? pourquoi pas 2,5°C?"

Faisable ?

Pour autant, est-il encore faisable de rester à 1,5°C, alors que 2017 a vu les émissions issues de l'énergie repartir à la hausse? "On ne donne pas de réponse simple", prévient la climatologue Valérie Masson-Delmotte, qui co-préside cette session du Giec. Mais "on est maintenant à la croisée des chemins. Regarder 1,5°C, c'est regarder ce qui va nous arriver, dans notre vie, pas à la génération suivante".

"Globalement ce rapport dit qu'il faut que les émissions (atteignent leur pic) très vite, dès 2020", résume Laurence Tubiana. "Je crois qu'il faut l'utiliser pour dire il y a urgence, et des solutions".

Stabiliser à 1,5°C exige une neutralité en émissions de CO<sub>2</sub> au milieu du siècle, note aussi le projet de texte : ne plus émettre dans l'atmosphère plus que ce que nous sommes capables d'en retirer. Comment vont réagir, à la réunion d'Incheon, les États appelés à approuver par consensus le "résumé à destination des décideurs", rédigé par les experts et qui leur sera présenté ligne par ligne ?

Dans deux mois, aux [négociations climat de la COP24](#), en Pologne, les pays doivent entamer un processus de révision de leurs engagements de 2015, insuffisants car promesse d'un monde à +3°C.

La réunion d'Incheon "sera l'une des plus importantes de l'histoire du GIEC", a assuré lundi en ouverture son président, Hoesung Lee. "La science nous alerte, elle nous aide aussi à comprendre les solutions". En Corée, les États ne sont pas censés toucher le fond du résumé, mais il pourra y avoir des échanges serrés sur les formulations, anticipent les habitués.

Et il y a l'inconnue américaine. "Les États-Unis pourraient soutenir la science, comme ils l'ont fait dans le passé, ou se mettre à faire de l'obstruction," dit un auteur sous couvert d'anonymat.

Selon le département d'Etat, Trigg Talley, vétéran de la diplomatie climat, a été chargé de conduire la délégation, un point "rassurant" selon des auteurs. Quid de l'Inde, qui a envoyé beaucoup de commentaires? De la Chine, préoccupée par la mention d'options très ambitieuses? De l'Arabie saoudite?

Cet été une soixantaine de gouvernements ont émis 3 600 commentaires sur la version préliminaire, selon Valérie Masson-Delmotte: "pour le moment ça reste constructif". La réunion doit durer jusqu'à vendredi et le texte final être rendu public lundi 8.

## **Pour Carlos Tavares (PSA), l'électrique est une mutation "lourde de conséquences"**

Bfmtv.com 29/09/2018



*"En tant que citoyens, soit nous acceptons de payer la mobilité propre plus cher, soit nous mettons l'industrie automobile européenne en difficulté", estime Carlo Tavares, patron de PSA  
- Sébastien Bozon - AFP*

Le président du directoire du groupe automobile PSA, Carlos Tavares, juge "tout à fait normal et souhaitable" que les normes d'émission des véhicules soient "durcies", mais il prévient que "c'est une mutation lourde de conséquences".

"Les gouvernements ont pris la décision scientifique de demander aux constructeurs d'aller vers l'électrique. Cette instruction est très claire, elle est visible dans les objectifs de CO2 qui nous sont imposés par l'Union européenne", a déclaré Carlos Tavares samedi sur France Inter. Pour le patron de PSA, "c'est tout à fait normal et souhaitable" que les normes soient durcies car "il faut avancer vers la mobilité totalement propre".

Mais il souligne que "ce qui fait débat aujourd'hui, c'est la vitesse à laquelle il faut transformer l'ensemble de l'industrie automobile en Europe (...) pour atteindre des objectifs particulièrement sévères à l'horizon 2030". "La mutation qui nous est proposée est une mutation lourde de conséquences", selon la patron de PSA.

### **Les batteries? "Un monopole asiatique"**

Il a notamment pointé le coût de la "mobilité propre". "C'est comme la nourriture bio, c'est plus cher", a-t-il dit. "En tant que citoyens, soit nous acceptons de payer la mobilité propre plus

cher, soit nous mettons l'industrie automobile européenne en difficulté", a-t-il estimé.

Le Parlement européen doit se prononcer le 3 octobre sur les normes de CO2 pour 2030, a rappelé le dirigeant de PSA. Un autre sujet est celui des batteries qui représentent 40% du coût d'une voiture électrique et qui "sont aujourd'hui un monopole asiatique des Coréens, des Chinois et des Japonais", a-t-il indiqué.

"Nous sommes, nous le groupe PSA, un ardent supporter de (la) démarche de créer un champion européen de la batterie pour équilibrer la situation asiatique dominante", a-t-il affirmé, en ajoutant que "c'est il y a dix ans qu'il aurait fallu lancer ça".

### **Suicide collectif de l'industrie automobile européenne?**

La question des batteries est également posée par le président de la Plateforme automobile (PFA), Luc Chatel, qui pointe "le risque d'un déplacement d'une partie très significative de la chaîne de valeur vers l'Asie".

"Peut-on conserver les savoir-faire en Europe ou s'embarque-t-on dans un suicide collectif de l'industrie automobile européenne?", demande-t-il, dans un entretien samedi au Figaro.

C'est "tout l'enjeu des efforts de R&D que les Européens doivent consentir pour travailler sur une nouvelle génération de batteries", ajoute Luc Chatel.

## **Emmanuel Macron n'a pas écouté notre désespérance**

**Michel Sourrouille , Biosphere, 03 octobre 2018**

Qui a dit : « *L'avenir du monde, c'est celui de notre planète, qui est en train de se venger de la folie des hommes. La nature nous rappelle à l'ordre et nous intime d'assumer notre devoir d'humanité et de solidarité. Elle ne négociera pas, il revient à l'humanité de se défendre en la protégeant...* » C'est Emmanuel Macron, intronisé le 26 septembre par le PNUE « *Champion de la Terre* ». Voici le commentaire qu'en tire le journaliste Stéphane Foucart dans sa chronique du MONDE\* : « Comme la majorité des autres dirigeants du monde, Emmanuel Macron assure que la catastrophe est à nos portes, mais poursuit avec entêtement le business as usual, avec pour seul horizon de l'intensifier toujours plus, et avec lui toutes les causes du réchauffement en cours. »

Voici maintenant l'analyse de « jeavie » sur lemonde.fr : « *Ce que cet article confirme et qu'on savait déjà c'est que Macron (qui se contente de prononcer ses discours rédigés par un autre) a une excellente plume qui sait trouver les accents et les formules qui font mouche. Pour une fois je suis d'accord avec S Foucart, quelques belles paroles ne font pas une politique. Chirac avait commencer avec son fameux « La planète brûle et nous regardons ailleurs » et s'était empresser de regarder ailleurs, comme Macron... »*

Les politiques passent et les désastres s'amplifient ! A vos commentaires sur ce blog, **QUE FAIRE ?**

\* LE MONDE du 30 septembre 1er octobre 2018, *Au Championnat de la Terre*

## **Impact de notre consommation sur l'environnement, une vaste étude fait le point**

Pierre Galio , The Conversation.com 26 septembre 2018

**[NYOUZ2DÉS: comme d'habitude: excellent constats, solutions trompeuses et nulles.  
Pierre Galio désire conserver la civilisation industrielle, ce qui sauvera notre  
environnement. Ri-di-cu-le.]**

*Pierre Galio Chef du service « Consommation et prévention », Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)*



### **Déclaration d'intérêts**

Pierre Galio ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

\*\*\*

Les Français consomment depuis 50 ans [davantage de biens chaque année](#). En plus de la multiplication des volumes, les postes de consommation ont changé, traduisant une mutation de la société et des modes de vie : baisse des dépenses dans l'habillement et l'alimentation, mais hausse dans la communication, la santé, les transports et les loisirs.

Si dans l'imaginaire collectif, on considère que les transports ou l'habitat sont les secteurs les plus impactants sur l'environnement – notamment en matière d'émissions de gaz à effet de serre –, les équipements de la maison peuvent représenter un enjeu aussi important que les autres postes (transport, habitat, alimentation) en termes d'émissions nationales et individuelles des Français (jusqu'à 25 % environ soit un quart des émissions par an). L'empreinte carbone

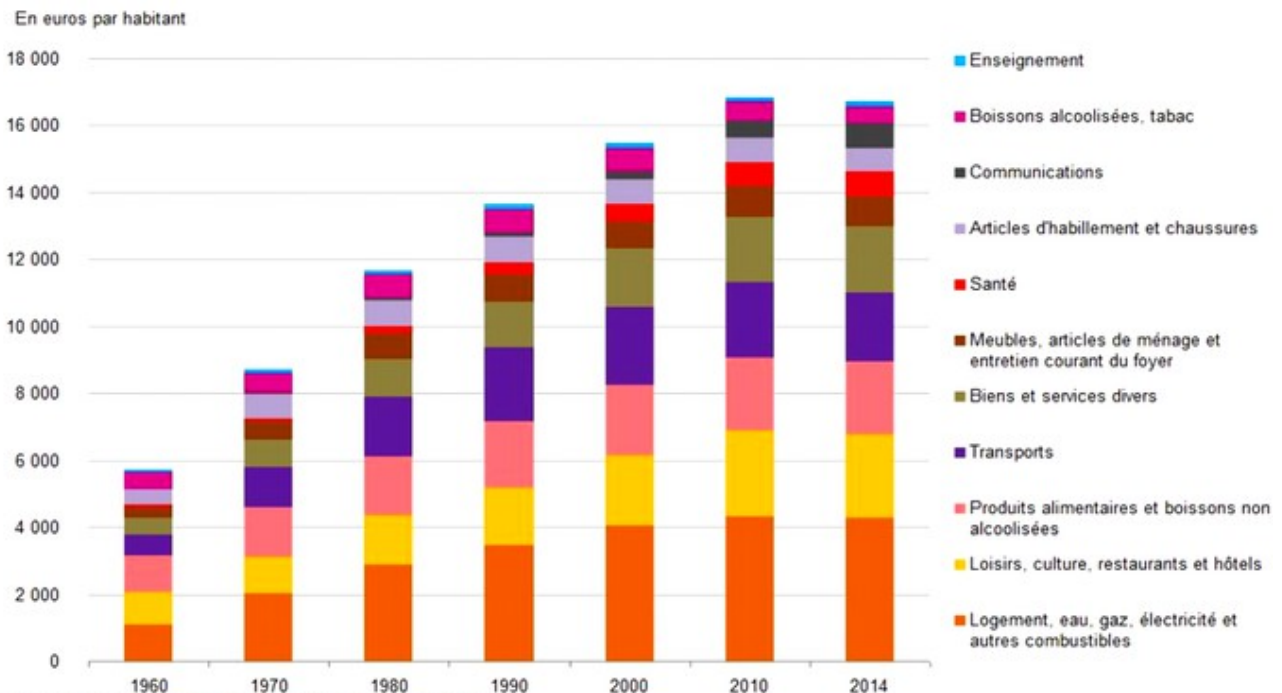
par Français a été estimée en 2016 à 10,7 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

Or l'impact environnemental de ces biens de consommation est encore peu connu, notamment en raison du manque d'informations sur les impacts de leur fabrication, leur transport et leur distribution, beaucoup étant importés. Et bien souvent, les consommateurs eux-mêmes sous-estiment ce qu'ils possèdent : selon une étude Ipsos de 2016, les Français pensent posséder, en moyenne, 34 équipements électriques et électroniques par foyer quand ils en détiennent en réalité 99 !

Afin de mesurer ces impacts, à la fois en termes d'émissions de CO<sub>2</sub> (encore appelé « poids carbone ») et de mobilisation de matières premières –, l'Ademe a réalisé une étude portant sur 45 catégories d'équipements à usages fréquents. Rendue publique ce 26 septembre 2018, y sont étudiés les appareils électriques à forte et à faible composante électronique, les textiles, habillement et chaussures, les meubles et les équipements de sport.

Le « poids carbone » rend compte des émissions de CO<sub>2</sub> engendrées pour chaque produit sur l'ensemble de son cycle de vie (pour sa fabrication, son transport, sa distribution...). La « matière mobilisée » correspond aux matières premières nécessaires pour produire cet équipement. Par exemple, les tonnes de terres excavées pour quelques grammes de minerai dans les puces de nos smartphones ou le pétrole nécessaire à la fabrication des plastiques de nos équipements.

### Évolution des dépenses de consommation finale des ménages par poste



Note : dépenses en volume aux prix de l'année précédente chaînés.

Champ : France entière, DOM inclus.

Source : Insee, comptes nationaux

Évolution de la consommation chez les Français. Ministère de la Transition écologique et solidaire, CC BY-NC-ND

Évolution de la consommation chez les Français. Ministère de la Transition écologique et

## Des processus de production destructeurs

Nos choix de consommation ont un impact direct sur l'environnement, comme en témoigne la pression exercée sur les ressources naturelles. La finitude des ressources fossiles et minérales (non renouvelables comme le fer, les métaux rares, le pétrole...) ou énergétiques ainsi que l'épuisement des réserves naturelles en eau sont aujourd'hui incompatibles avec le rythme mondial et national de consommation.

Le prix à payer en termes de dégradation des écosystèmes est très élevé, le processus de production des biens et services dans le monde ayant pour conséquence la pollution de l'eau (composés azotés, phosphatés), de l'air (particules fines, SO<sub>2</sub> NO<sub>x</sub>...), des mers (plastique...) et des sols (différents polluants).

Cette situation a également des répercussions néfastes au niveau de la santé, fragilisée par l'exposition aux polluants présents dans l'environnement (air, eau, sol...) et les substances nocives contenues dans les produits (biens d'équipements et alimentaires). Et aussi au niveau économique, les coûts de la pollution, de la gestion des déchets et le renchérissement des ressources en raison de leur raréfaction pesant de plus en plus lourd.

L'étude conduite par l'Ademe révèle ainsi que l'ensemble des équipements, meubles et électroménagers présents dans la maison pèse en moyenne 2,5 tonnes. Pour fabriquer ces équipements, 45 tonnes de matières premières auront dû être mobilisées ; sachant que le CO<sub>2</sub> émis pendant tout le cycle de fabrication s'élève à 6 tonnes de CO<sub>2</sub>, soit l'équivalent de six allers-retours Paris-New York.

Le détail du poids carbone des différents biens de consommation étudiés dans l'étude est disponible [dans un tableau](#).



Exemples tirés de l'étude 2018 de l'Ademe « Modélisation et évaluation du poids carbone de produits de consommation et biens d'équipement ». Ademe, CC

*Exemples tirés de l'étude 2018 de l'Ademe « Modélisation et évaluation du poids carbone de*

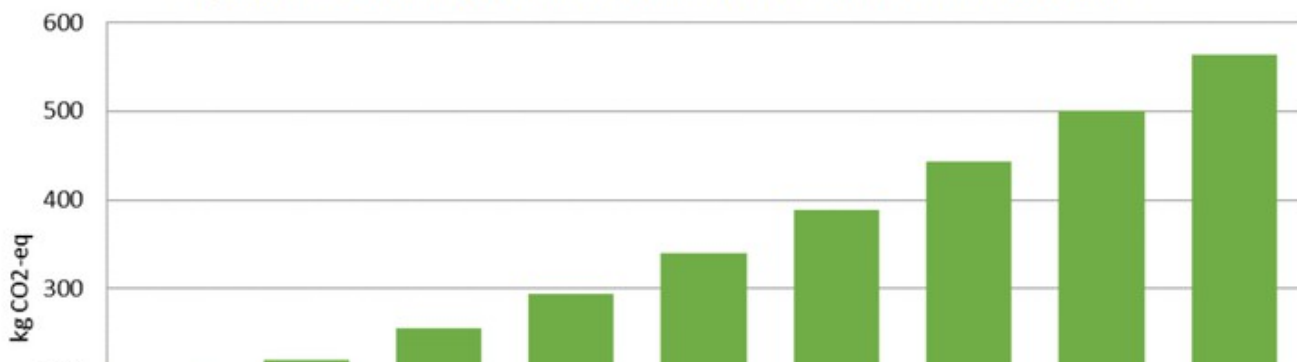
### **Des pistes pour consommer plus sobrement**

Pour les consommateurs, prendre conscience de l'impact environnemental, sanitaire et économique de leurs achats passe notamment par l'adoption de nouvelles habitudes, réflexes.

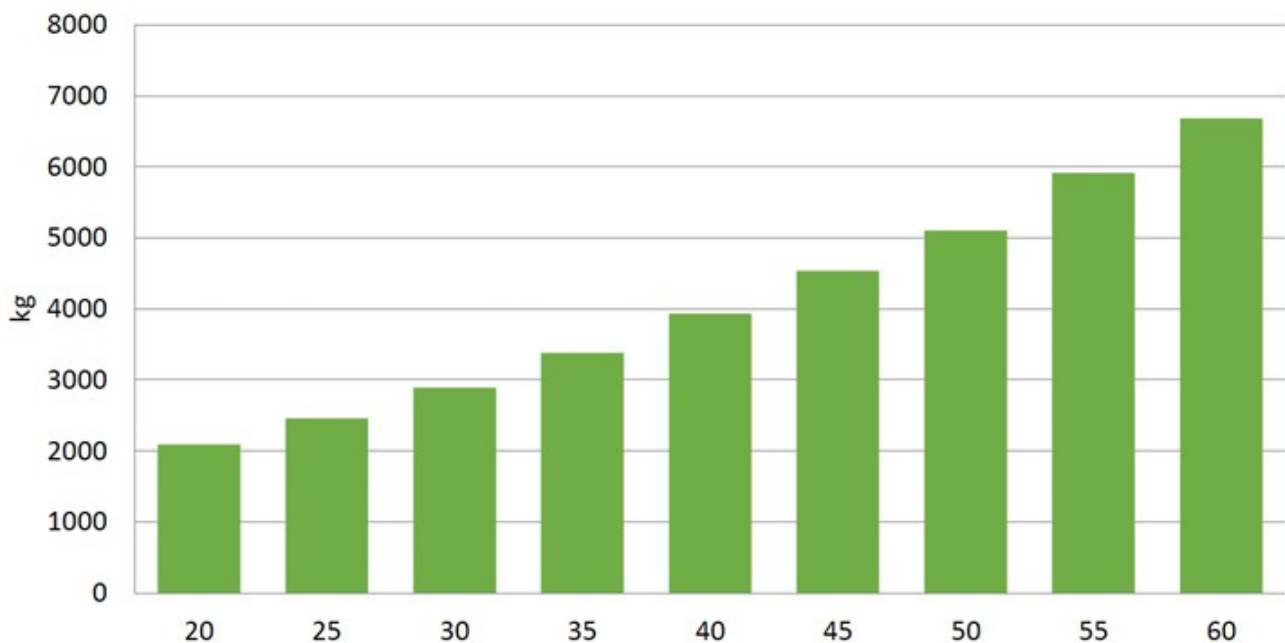
On peut déjà éviter de se suréquiper, en questionnant son besoin avant tout achat. (En ai-je vraiment besoin ? Est-il possible de faire avec ce que je possède déjà ?). Si l'achat est toujours d'actualité, on pourra se renseigner sur l'acquisition de biens plus durables. [L'Écolabel européen](#), qui apporte des garanties sur la prise en compte des conséquences environnementales ou l'étiquette énergie, pourra par exemple aider à comparer facilement les appareils électroménagers.

Une attention particulière pourra aussi concerner le sur-dimensionnement de certains équipements. Sur une même catégorie de produit, le recours à des produits plus grands (pour les télévisions, smartphones, tablettes ou écrans) entraîne en effet des poids carbone et matières plus élevées en proportion.

**Impact GES des télévisions en fonction de la taille de leurs écrans**



**Influence de la taille de l'écran (diagonale, en pouces) sur les résultats "matières mobilisées"**



~~Si les incitations à acheter des équipements neufs sont nombreuses — 88 % des Français changent ainsi leur téléphone portable alors qu'il fonctionne encore —, résister au renouvellement trop fréquent de ses équipements aidera à réduire le poids carbone de sa consommation.~~

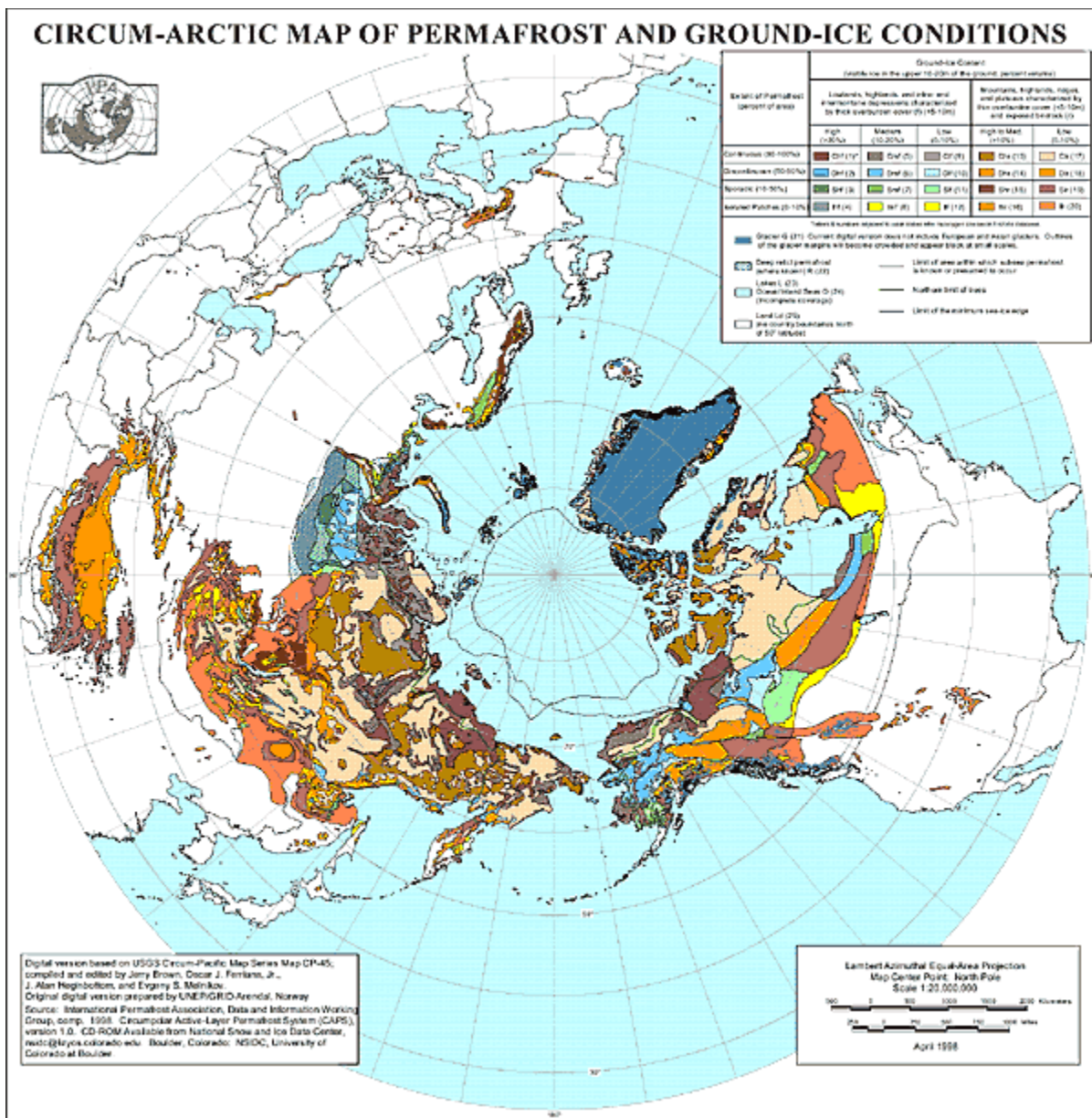
~~Dernière piste à explorer : l'augmentation de la durée de vie des produits. Cela implique, pour les fabricants, de concevoir des produits plus facilement réparables, plus adaptables aux évolutions technologiques et plus faciles à entretenir. Pour les consommateurs, d'entretenir ses biens, de respecter leurs conditions normales d'utilisation, de les réparer ou les faire réparer en cas de panne, ou encore de leur donner une seconde vie, en les donnant ou les revendant.~~

## **Le budget carbone entamé par le dégel du permafrost**

**Par Johan Lorck le septembre 23, 2018**

**Une nouvelle étude évalue l'impact de la fonte du permafrost sur les budgets d'émission de CO2. Le monde pourrait être un peu plus proche que prévu du dépassement des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.**

Le pergélisol, ou permafrost, se définit comme un sol gelé toute l'année depuis au moins deux ans. Ces sols gelés occupent une partie importante du Groenland, de l'Alaska, du Canada et de la Russie. Au total, ils représentent un cinquième des terres émergées de la planète.



L'intérêt de la nouvelle étude est de mesurer que le risque sera encore plus important si les objectifs d'émissions sont dépassés, même ponctuellement. Dépasser signifie aller au-dessus du niveau ciblé, puis redescendre vers la cible. L'Accord de Paris reconnaît explicitement une trajectoire de dépassement, culminant d'abord sous les 2°C et poursuivant ensuite les efforts pour revenir à 1,5°C.

Le problème avec cette stratégie, c'est que pendant la période de dépassement la hausse des températures provoquera un dégel du carbone du pergélisol. Ce qui entraînera la libération d'un surplus de carbone qui devra être éliminé de l'atmosphère pour que la température mondiale diminue.

Le dépassement est donc une stratégie risquée et il sera extrêmement difficile de revenir à des niveaux inférieurs après un dépassement.

Le point central de l'étude n'est donc pas de déterminer les risques liés au permafrost – cela a déjà été fait et il reste encore beaucoup de travail – mais de déterminer comment ils modifient les scénarios d'émissions basés sur l'espoir d'un « overshoot » (dépassement).



*Dégel du permafrost au Canada. Source : Steve Jurvetson/Wikipedia.*

Les budgets d'émission sont définis comme la quantité cumulée d'émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> compatibles avec une cible de changement de température globale, en l'occurrence 1,5 et 2°C. Inclure les émissions du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et de méthane (CH<sub>4</sub>) sur les budgets d'émission par dégel du pergélisol change la donne.

La conclusion de l'étude, c'est qu'avec l'approche d'évitement, le budget d'émission pour rester en dessous de 2°C (avec une chance de 50%) est réduit de 100 (20-270) GtCO<sub>2</sub> si les émissions nettes négatives s'avèrent réalisables ; de 150 (30–340) GtCO<sub>2</sub> si elles ne le sont pas ; et de 190 (50–400) GtCO<sub>2</sub> si la cible est dépassée de 0,5°C.

Ce qui signifie qu'en cas de dépassement de l'objectif de Paris, il sera plus difficile de réduire l'effet de serre car entre temps le permafrost risque d'annihiler tous les efforts.

Pour la cible de 1,5 °C, les réductions du budget restant vont de 10% à plus de 100%. Cela signifie que le budget a peut-être déjà été dépassé.

En cas de dépassement des 1,5°C, les efforts d'atténuation ou les – éventuelles – technologies qui pourraient réduire l'impact des gaz à effet de serre seraient ainsi contrecarrés par les émissions du permafrost.

Il est difficile pour les scientifiques de déterminer les proportions relatives des émissions de dioxyde de carbone et de méthane qui pourraient résulter du dégel du pergélisol à grande échelle. La contribution spécifique des émissions de CH<sub>4</sub> provenant du pergélisol a dû être prise en compte dans l'étude de *Nature Geoscience*. Le méthane représente 5 à 35% de l'effet total du pergélisol en fonction de la température cible et du parcours pour atteindre l'objectif. Dans les scénarios de dépassement, le CH<sub>4</sub> joue un rôle moins important, car la cible est atteinte plus tard et le CH<sub>4</sub> est un gaz à effet de serre à durée de vie relativement courte.

Rappelons maintenant quelques chiffres concernant le budget carbone. Le GIEC estime que le budget carbone pour avoir 66% de chances de rester en dessous de 2°C par rapport aux températures préindustrielles était en 1870 de 790 milliards de tonnes de carbone (790 GtC ou 2900 GtCO<sub>2</sub> car 1 kg de CO<sub>2</sub> contient 272,7 gr de carbone). Pour se donner 50% de chances de rester sous les 2°C, il ne fallait pas émettre plus de 820 GtC. Or ce budget a déjà été largement entamé : les émissions cumulées depuis la période préindustrielle ont déjà atteint 600 GtC environ. Ceci est une mise à jour de l'estimation du GIEC 1870-2011 de 515 GtC pour inclure les émissions de 2012 à aujourd'hui. A noter qu'il s'agit du budget alloué au CO<sub>2</sub>. Si on prend en compte les autres gaz à effet de serre (GES), il est plus important. Mais alors, pour le budget restant, il faut aussi prendre en compte les autres GES qui seront émis à l'avenir.

Le rythme actuel d'émissions est de 10 GtC par an ou 40 GtCO<sub>2</sub>. Une libération de 150 GtCO<sub>2</sub> due au permafrost reviendrait à réduire le budget de 4 années. Sachant que sans ce permafrost, le budget restant actuel (pour avoir 50% de chances sous les 2°C) est d'environ 700 GtCO<sub>2</sub> (les estimations varient) si l'on retient les chiffres du GIEC. Soit 17/18 ans d'émissions au rythme actuel.

Le pergélisol dégèle déjà à certains endroits et si le problème se propage, les scientifiques craignent que le réchauffement climatique ne s'emballe, davantage de dégel favorisant encore plus de hausse des températures... Et ainsi de suite.

[Une récente étude](#) faisait état récemment d'un risque de libération de 165 GtCO<sub>2</sub> avec 2°C de réchauffement global d'ici 2100 en raison du dégel du permafrost. Il s'agissait d'une estimation moyenne, la fourchette allant de 73 GtCO<sub>2</sub> à 294 GtCO<sub>2</sub>. De quoi élever la température de 0,04°C à 0,16°C supplémentaires. Cette fourchette traduit les grandes variations dans les diverses estimations à ce jour. On peut voir ci-dessous un éventail d'estimations encore plus large recensé par Kevin Schaefer en 2014 dans la revue *Environmental Research Letters*.

**Table 2.** Projections of cumulative emissions from thawing permafrost, with CO<sub>2</sub> equivalents in parentheses<sup>a</sup>.

Study	2100	Permafrost carbon emissions (Gt C)		Flux uncertainty (%)	Temperature increase (K)2100	Initial carbon stock (Gt C)	Permafrost area loss (%)2100	Scenario
		2200	2300					
Zhuang <i>et al</i> (2006) <sup>b</sup>	37 (46)	na <sup>c</sup>	na	3%	na	na		A2
Dutta <i>et al</i> (2006)	40 (50)	na	na	na	na	460		5 °C Siberia
Burke <i>et al</i> (2013)	50 (62) <sup>e</sup>	na	99 (124) <sup>e</sup>	41%	na	850	76 ± 20	RCP8.5
Koven <i>et al</i> (2011)	62 (78)	na	na	11%	na	504	30	A2
Schneider von Deimling <i>et al</i> (2012)	63 (79)	302 (378)	380 (476)	16%	0.13 ± 0.10	800	57 ± 20	RCP8.5
Schuur <i>et al</i> (2009) <sup>b</sup>	85 (107)	na	na	15%	na	818		A2
Schaphoff <i>et al</i> [2013]	98 (122)	na	226 (283) <sup>b</sup>	23%	na	952	24	5 °C global
Gruber <i>et al</i> (2004)	100 (125)	na	na	na	na	400		2 °C global
Schaefer <i>et al</i> (2011)	104 (130)	190 (238)	na	36%	na	313	30 ± 10	A1B
Burke <i>et al</i> (2012)	150 (188)	na	na	67%	0.22 ± 0.14	951	65	RCP8.5
Schuur <i>et al</i> (2013)	158 (198)	na	345 (432)	24%	na	1488	55 ± 5 <sup>a</sup>	RCP8.5
MacDougall <i>et al</i> (2012)	174 (218)	na	na	61%	0.27 ± 0.16	1026	56 ± 3	RCP8.5
Harden <i>et al</i> (2012)	218 (273) <sup>e</sup>	na	436 (546) <sup>e</sup>	85%	na	1060	74	RCP8.5
Raupach and Canadell (2008) <sup>d</sup>	347 (435)	na	na	na	0.7	500		A2

<sup>a</sup> CO<sub>2</sub> equivalent calculated assuming 2.3% of total emissions is CH<sub>4</sub> (Schuur *et al* 2013) and a global warming potential of 33 (Shindell *et al* 2009).

<sup>b</sup> Calculated from rates in the paper.

<sup>c</sup> Not available.

<sup>d</sup> Calculated from a predicted atmospheric concentration assuming 0.4606 ppm Gt C<sup>-1</sup> and half of all emissions stay in the atmosphere (Schaefer *et al* 2011).

<sup>e</sup> Assumes half of the estimated committed carbon is respired by 2100 and the rest by 2300.

Il y a aussi de grandes incertitudes quand à l'effet à long terme du permafrost, c'est à dire pour les siècles à venir. C'est parce qu'en fin de compte, le réchauffement de la planète dû au dégel du pergélisol dépendra de la quantité de carbone libérée, de sa rapidité et de sa forme sous forme de CO<sub>2</sub> ou de méthane.

L'impact pourrait être beaucoup plus important après 2100 en fonction des scénarios d'émissions. Zhang *et al* table sur 37 GtC en 2100, Raupach and Canadell sur 347 GtC (soit 1273 GtCO<sub>2</sub>). Harden *et al* mise en cas d'émissions anthropiques massives de GES sur 436 GtC en 2300 (soit 1600 GtCO<sub>2</sub>).

## DANS LA GRANDE DEGRINGOLADE....

3 Octobre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

D'après De Defensa, c'est la crise à Washington, Paris et Berlin. La différence essentielle, pour moi, c'est qu'à Washington, quelqu'un sait que le modèle est en crise, même si sa manière de la résoudre est largement empirique, pour les deux sans cervelles à Paris et Berlin, on ne sait même pas que le système est condamné.

En Grande Bretagne, on reconnaît le borbier, mais on est tellement obsédé par le libéralisme qu'en sortir est compliqué.

En Afrique du sud, c'est une pré-guerre civile. Il n'y a pas que les fermiers blancs à se faire dézinguer, côté politiciens de l'ANC, [c'est la chasse aux faisans](#). Il faut dire que l'Afrique du sud a rejoint les pays voisins en matière de vol, corruption, concussion et autres broutilles. Comme l'on sait, le gâteau n'est jamais suffisant pour tous ceux qui veulent en manger on est passé à la solution H. Lefuneste (Achille Talon) : pour supprimer les problèmes de voisinage, supprimons le voisin.

Donc, on voit à [Berlin](#), [Paris](#), [Québec](#), la déroute des gens bien sous tous rapports, bien sur eux, qui ont même supprimé leur trou du cul pour être plus seyant.

La pire insulte n'étant pas ce qui est dit, mais qui. En l'espèce, Economie Matin.

[Pour le Québec](#), le Justin Trudeau est éventé. A mon avis, d'ailleurs, il y a une erreur, (mais je peux me tromper), Trudeau devrait s'écrire Troudu.

Pendant ce temps là, [l'immonde](#) traque le père de famille qui hait les assassins de sa fille, morte au Bataclan. Faites gaffes, les mecs, bientôt, vous ferez partie de la liste, à force de dire des conneries. La haine, comme l'envie de tuer, ça fait partie des sentiments humains normaux (comme ne pas avoir honte de ce sentiment). Après, le passage à l'acte, c'est autre chose. C'est ce qui différencie la civilisation du reste. Mais tout pardonner, c'est une affection psychiatrique grave. Et penser qu'un peu d'argent peut tout compenser, une idiotie grave.

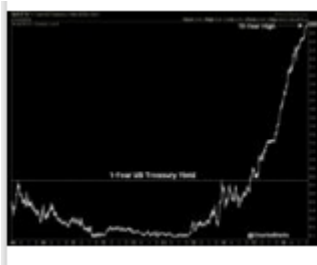
Là aussi, quand on répond à la Doxa libérale, [le consensus](#), notamment en Russie, se fissure. Pourtant, avec leur espérance de vie et le niveau de pension, les Russes ne devaient pas faire de trop gros trous dans leurs caisses de retraites...

[Les privatisations](#) ? Avec une image d'illustration : le pont Morandi.

[Quand au populisme](#), comme le dit l'article traduit par le Saker, il n'en est qu'à ses débuts.

[Vouloir vendre](#) l'effondrement, c'est une louable intention. Mais quand même la cloche du coin sera au courant, ça sera difficile de lui faire avaler... Et tous ceux qui ont cru au système, seront les plus furieux.

## SECTION ÉCONOMIE



**Oups ! Le rendement à 1 an US vient d'atteindre 2,61%, soit son plus haut niveau depuis 10 ans.**

Publié le 3 octobre 2018 à 10:00:03 / 1 commentaire / 268 vues

Oups ! Le rendement à 1 an US vient d'atteindre 2,61%, soit son plus haut niveau depuis 10 ans. Observez sa progression depuis 2009: Oct '09: 0.37%; Oct '10:... Lire la suite



## Etats-Unis: l'endettement étudiant devient une bombe à retardement pour la société américaine

Publié le 3 octobre 2018 à 07:00:48 / 1 commentaire / 644 vues

Aux États-Unis, le prix exorbitant des études entraîne de nombreux étudiants à contracter des prêts qui les suivront parfois pendant plusieurs dizaines d'années.... Lire la suite



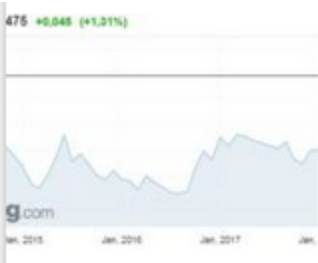
## ALERTE: La probabilité de voir l'Italie faire défaut dans les 5 ans bondit à près de 21% !!!

Publié le 2 octobre 2018 à 23:31:02 / 2 commentaires / 334 vues

La probabilité de voir l'Italie faire défaut dans les 5 ans bondit à près de 21% !!! Fitch abaisse la perspective de la note de la dette italienne de stable à... Lire la suite  
**Aïe ! L'indice des valeurs bancaires italiennes a chuté de près de 15% ces derniers jours...**

Publié le 2 octobre 2018 à 23:16:52 / 0 commentaire / 312 vues

Aïe ! L'indice des valeurs bancaires italiennes a chuté de près de 15% ces derniers jours... Charles Gave: "Le système bancaire italien est en faillite !" Warning:... Lire la suite



## Oups !... Le rendement à 10 ans italien vient d'atteindre près de 3,5%. Son plus haut niveau depuis plus de 4 ans !!

Publié le 2 octobre 2018 à 22:31:31 / 0 commentaire / 362 vues

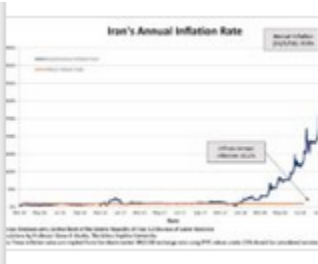
Oups !... Le rendement à 10 ans italien vient d'atteindre près de 3,5%. Son plus haut niveau depuis plus de 4 ans !! Charles Gave: "L'Italie va sortir de l'euro..." Lire la suite



## Philippe Béchade - Séance du Mardi 02 octobre 2018: "Mamma Mia! Finita la Commedia"

Publié le 2 octobre 2018 à 14:32:42 / 0 commentaire / 1 175 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Mardi... Lire la suite



## Iran: le taux d'inflation vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 351%, soit 34,4 fois plus que les 10,2% officiellement déclarés !!

Publié le 2 octobre 2018 à 19:56:15 / 0 commentaire / 275 vues

En Iran, selon les dernières mesures de Steve H. Hanke, professeur d'économie appliquée et codirecteur de l'Institute for Applied Economics and the Study of...

# La grande dépression qui s'annonce

par [Robert Bibeau](#) (son site) vendredi 21 septembre 2018 Agoravox

Nous ne faisons pas allusion à une dépression atmosphérique – à un typhon, un ouragan ou un cyclone – mais à une dépression économique, pire que la *Grande Dépression* qui a fait suite au krach boursier de 1929 (1) dont ma mère parlait en masquant sa voix avec effroi comme si de l'évoquer risquait de la réveiller.



## Les marqueurs sont au rouge

Nous ne faisons pas allusion à une dépression atmosphérique – à un typhon, un ouragan ou un cyclone – mais à une dépression économique, pire que la *Grande Dépression* qui a fait suite au krach boursier de 1929 (1) dont ma mère parlait en masquant sa voix avec effroi comme si de l'évoquer risquait de la réveiller. En ce temps-là, l'idéologie et les cérémonies étaient empreintes de mysticisme animiste.

L'économiste *Marc Rousset*, correspondant de notre webmagazine [les7duQuébec.com](http://les7duQuébec.com) s'est commis d'un article à propos d'une rechute qui guette l'économie-politique capitaliste. L'article intitulé : « [Économie : des clignotants partout au rouge dans le monde avant la catastrophe !](#) » (2) regorge de données sur l'état de l'économie-politique. Nous présentons des extraits de son papier que nous allons commenter.

« *Alors que Macron et les médias sont optimistes, les clignotants sont au rouge partout dans le monde. Ray Dalio, le fondateur milliardaire de Bridgewater, le plus gros « hedge fund » au monde, vient de déclarer qu'il estime la crise inévitable d'ici deux ans au plus tard. (...) La*

*France continue à s'enfoncer dans les dépenses publiques, qui sont passées de 300 milliards d'euros, en 1991, à plus de 1.200 milliards d'euros aujourd'hui. Alors que la fonction publique représente 5,4 millions d'individus, Macron persiste et envisage la suppression de 120.000 postes en quatre ans, soit 2,2 %, ce qui correspond au simple non-renouvellement des départs à la retraite. » (2)*

Ce que *M. Rousset* oublie de dire c'est que *Macron* et sa bande de pions ne peuvent réduire la consommation de l'État et atrophier encore davantage ses fonctions sans précipiter une crise économique et sociale. *Macron* presse le citron autant qu'il peut sans éteindre ses feux.

« *Le Financial Times* reconnaît, aujourd'hui, publiquement dans un article signé par le journaliste *John Authers*, qu'il a menti en septembre 2008 pour défendre l'intérêt général, car la planète fut à deux doigts d'un effondrement total, en cachant le fait que les banquiers de *Wall Street* faisaient la queue aux guichets pour retirer leur argent personnel et qu'*AIG* avait reçu une aide d'urgence de 8,5 milliards de dollars pour payer les CDS « Credit Default Swap » qu'elle garantissait. » (2)

Les produits dérivés pour faire grimper les cours boursiers

Les « *Credit Default Swap* », dont les 'subprimes' sont un exemple, sont des produits boursiers dérivés, fruits toxiques de la « titrisation » des actifs financiers, qui permettent le transfert du risque des banques vers d'autres institutions financières telles que sociétés d'assurances, fonds de pension et fonds d'investissement. En expansion très rapide depuis les années 2000, ce que les spéculateurs appellent le *Shadow Banking* représentait environ **45 000 milliards de dollars à la fin 2016**, selon un rapport du *Conseil de stabilité financière*, soit au moins **13,4% de la totalité des actifs financiers**. Ces activités sont logées dans des pays à la fiscalité avantageuse, **aux États-Unis pour 31,3% du total mondial**, en **Chine pour 15,5%**, aux Îles Caïman pour 10,3%, en Suisse et dans d'autres paradis fiscaux pour le reste, ce qui prouve bien que le mal est congénital et non une infection particulière à certaines économies parasitaires. (3)

Autre exemple de *Shadow Banking*, les dix dernières années ont vu l'hypercroissance des *GAFAM* (*Google, Apple, Amazon, Facebook, Microsoft*) qui sont passés de 7 à 20% de la capitalisation totale des actifs américains et dont la valorisation apparaît abusive. La société *Natixis* révèle que les immenses profits recueillis par les entreprises multinationales depuis 2004 n'ont pas servi à rembourser leurs dettes ou à payer leurs investissements, mais ont plutôt servi aux rachats de leurs propres actions ce qui a gonflé artificiellement les cours boursiers au détriment du pouvoir d'achat des salariés et des retraités. Cette pyramide de Ponzi qu'est devenue le marché boursier implorera bientôt victime de ces pratiques toxiques que nulle force politique ni aucune puissance économique ne peut contraindre. Ce sont les lois du système qui commande la gérance des instances et jamais l'inverse.

« *Madame Danièle Nouy, de la BCE, a mis en garde contre la prochaine crise en raison de la bulle immobilière provoquée par la baisse des taux d'intérêt : « Nous savons avec certitude qu'il y aura une nouvelle crise. Mais nous ignorons quand et pour quelle raison » (sic). Les déficits américains, au-delà des discours rassurants des médias et de Trump sur la croissance, sont passés sous silence par les médias, car ils explosent (...) probablement 1.000 milliards de dollars en 2019 ! La BCE avance en somnambule vers l'arrêt, en fin d'année, de son*

*programme baptisé QE », a déclaré l'économiste **Carsten Brzeski**, de chez **ING DiBa**. Les rachats nets de dette sur le marché vont passer, en octobre 2018, de 30 à 15 milliards d'euros malgré les risques italien, espagnol, grec, turc, argentin et les tensions commerciales avec Washington. Les taux sont maintenus à zéro et les banques vont continuer à payer un intérêt négatif de 0,40% sur leurs dépôts excédentaires. Quant au bilan agrégé des principales banques centrales dans le monde, il est passé de 12% du PIB des pays respectifs, en l'an 2000, au chiffre monstrueux de 40%, ce qui démontre l'épidémie mondialiste généralisée du laxisme monétaire. » (4)*

Ce que *Marc Rousset* doit comprendre c'est que les banques centrales n'ont pas d'alternative. Elles sont obligées de maintenir les monnaies à flot en émettant toujours plus de crédit (de liquidité) sinon ce serait l'effondrement immédiat des marchés, et donc des monnaies par ricochet, et de l'économie mondialisée, entraînant la dépression immédiate. Les fonctionnaires bancaires et les oligarques financiers prennent les décisions adéquates en fonction des mécanismes du système économique capitaliste. C'est le système qui est à la limite de ses capacités et qu'il faut éradiquer sans chercher à le réformer.

*« L'euro est au bord du précipice puisque, selon le dispositif « Target 2 », qui correspond au paiement entre banques centrales, la **Bundesbank** détient plus de 1.000 milliards d'euros de créances tandis que l'Italie est débitrice de plus de 460 milliards d'euros, qui ne seront probablement jamais remboursés. (...) Les banques espagnoles ont perdu la moitié de leur valeur, tandis que la Grèce est en faillite malgré la « fake news » ahurissante que tout va bien. Les prêts à la Grèce ont été reportés à 2032, la Grèce ne payant que les intérêts de sa dette, ce qui fut le cas lors de la crise des 'subprimes'. » (5)*

La crise financière de 2007-2008 (la plus importante depuis celle de 1929) a éclaté quand les banques ont haussé les taux d'intérêt et resserré les conditions de crédit afin d'assurer une meilleure rentabilité des placements immobiliers. La faillite de la banque *Lehman Brothers* ne fut pas la cause, mais la conséquence de cette incapacité des emprunteurs-consommateurs surendettés de rembourser leur dette. (6) L'escroquerie des produits boursiers dérivés de type 'subprime' n'est qu'une arnaque de plus, imaginée par les banquiers afin de faire durer cette pirouette financière désespérée. La présente situation du système financier globalisée est dix fois plus risquée, avec le cumul des dettes des particuliers et des États souverains. Ce qu'il faut comprendre c'est que les banquiers ne sont pas incompetents ou écervelés et ils ne souffrent pas d'Alzheimer, ils ne font qu'appliquer les lois inexorables du système économique capitaliste moribond.

### **Ne leur pardonnez pas, car ils savent ce qu'ils font**

*« Quant à **Dominique Strauss-Kahn**, il vient de déclarer : « Imaginez que demain la **Deutsche Bank** ait des difficultés. Ce n'est pas les 8 % de capital dont elle dispose qui vont résoudre le problème. » Pendant ce temps, **Goushi Kataoka**, un membre inconscient du directoire de la Banque du Japon, appelle à encore plus d'assouplissement quantitatif, alors que la politique en vigueur consiste déjà en un taux à court terme de -0,1 % et un taux sur dix ans de zéro ! » (7)*

M. *Goushi Kataoka* n'est pas un inconscient, au contraire, ce banquier est très pragmatique et il comprend qu'il vaut mieux poursuivre sur la lancée du crédit débridé puisque d'augmenter les

taux d'intérêt ne fera que miner immédiatement le fondement bancal de l'édifice financier mondial. La dispute entre banquiers se résume à ceci : **attendre plus tard ou provoquer immédiatement la faillite des banques et du système financier mondialisé**. M. Kataoka souhaite attendre. Jérôme Powell gouverneur de la FED suggère de plonger immédiatement, et la BCE planifie le crash pour décembre 2018.

« Selon l'économiste suisse Egon von Greyerz : « *il est trop tard ; les gouvernements sont en faillite et il n'est plus possible de réduire les dettes. Tout gouvernement qui essaie de lancer des plans d'austérité se fait immédiatement renvoyer. Les déficits et l'impression monétaire vont s'accélérer, et on sera en route vers une dépression hyperinflationniste.* »

L'économiste suisse **von Greyerz** est réaliste vous ne devez pas en douter. Les lois du système économique capitaliste ont mené le convoi plombé à la limite de ses capacités - le capitalisme ne peut gérer - administrer - gouverner - finalement rentabiliser et faire fructifier plus de "capital" qu'il ne le fait déjà, ce qui amène ce système à susciter l'apparition de malversations financières qui ne constituent que de futiles parades pour retarder l'inévitable débandade monétaire-financière-commerciale-industrielle-économique-politique et finalement morale et idéologique mondiale.

## NOTES

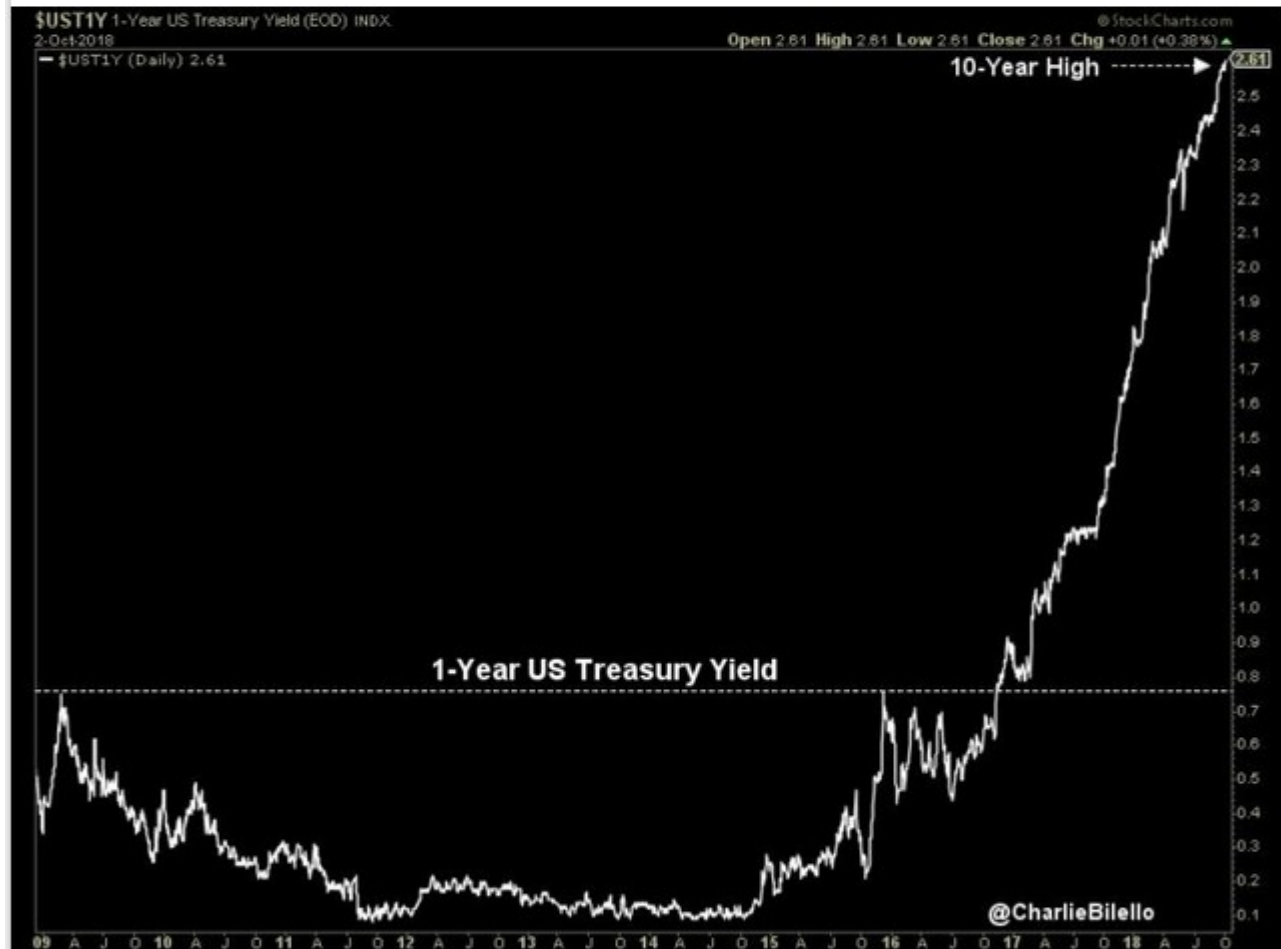
1. La Grande Dépression de 1929-1939 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Grande\\_D%C3%A9pression](https://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_D%C3%A9pression)
2. <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/economie-des-clignotants-partout-au-rouge-dans-le-monde-avant-la-catastrophe/>
3. <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/a-quand-la-prochaine-crise-financiere-mondiale/>
4. <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/economie-des-clignotants-partout-au-rouge-dans-le-monde-avant-la-catastrophe/>
5. <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/economie-des-clignotants-partout-au-rouge-dans-le-monde-avant-la-catastrophe/>
6. <https://money.cnn.com/2018/09/14/investing/lehman-brothers-2008-crisis/index.html>
7. <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/economie-des-clignotants-partout-au-rouge-dans-le-monde-avant-la-catastrophe/>

# Oups ! Le rendement à 1 an US vient d'atteindre 2,61%, soit son plus haut niveau depuis 10 ans.

Le 03 Oct 2018 à 10:00:03 / 1 Commentaire / 271 vues

👍 0 👎 0 ⓘ < Noter

Oups ! Le rendement à 1 an US vient d'atteindre 2,61%, soit son plus haut niveau depuis 10 ans. Observez sa progression depuis 2009: Oct '09: 0.37%; Oct '10: 0.26%; Oct '11: 0.12%; Oct '12: 0.16%; Oct '13: 0.11%; Oct '14: 0.10%; Oct '15: 0.25%; Oct '16: 0.63%; Oct 17: 1.31%; Aujourd'hui: 2.61%



Pento: « La hausse des taux entraînera un chaos sur l'ensemble des marchés boursiers mondiaux »  
Charles Sannat: "Voilà pourquoi le krach obligataire va avoir lieu et pourquoi il est inéluctable."

**« Analyse factuelle. On retrouve en 2018 les mêmes indicateurs qu'en 2008 !! »**

L'édito de Charles SANNAT 3 Octobre 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,  
Non mes amis, ce ne sera sans doute pas la « faim » du monde – quoique pour certains, les fins

de mois sont difficiles, surtout les 30 derniers jours, comme le disait Coluche. Il n'y a donc là aucun pessimisme primaire, ou volonté de malheur, la vie est belle et les oiseaux chantent encore, tout au moins ceux que l'on n'a pas encore achevés avec notre croissance économique à base de glyphosate et autres joyeusetés chimiques.

Non, ce qui est passionnant et intellectuellement « excitant » c'est de comprendre, de décrypter et de voir un peu avant tout le monde où nous allons mettre les pieds.

Je vais vous démontrer aujourd'hui pourquoi nous allons vers une nouvelle crise d'ici quelques mois, et ces mêmes indicateurs étaient présents en 2008. Bis repetita donc, avec quelques différences à prévoir dans les conséquences, mais c'est un autre sujet que nous aurons le temps d'aborder ensemble, je vais y revenir.

Tout d'abord, ces deux indicateurs que vous ne trouverez liés jamais entre eux, ni mis en perspective ni analysés comme cela nulle part ailleurs !! Pourtant comme souvent, c'est assez simple.

Nous serons tous d'accord sur les éléments. Ils sont factuels. Vous les avez sous les yeux. Ils sont là. Nous le savons. Personne ne le dit (trop fort), mais nous savons. Qu'allez-vous faire donc de ces informations ?

### **Observez bien le graphique du pétrole...**



Vous avez vu la forte augmentation entre 2006 et 2008 ? Bon, un baril à 150 \$, cela étouffe la croissance mondiale. Et quand la croissance est étouffée, on a généralement une récession. Quand on a une récession, on a des krachs un peu partout, et des explosions de bulles et une grande destruction d'argent. Vous vous souvenez, je suppose, de 2008. Nous peinons toujours à

nous en remettre.

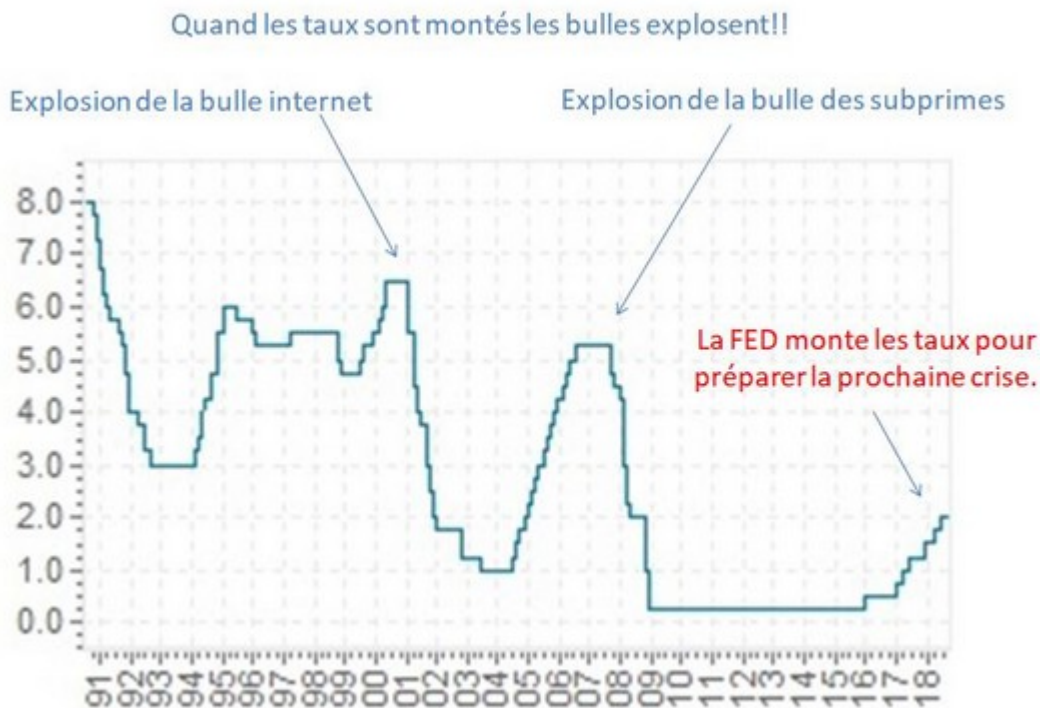
Je vous laisse observer, sur ce graphique, que le prix du baril repart à la hausse depuis 2016, et cela n'augure rien de bon pour la croissance mondiale.

Vous allez me dire oui, mais regardez, entre 2012 et 2015, le pétrole était encore plus cher.

Et je vous dirai, oui mes amis, exact. MAIS, énorme, MAIS et gros, MAIS, les taux étaient à zéro ou négatifs pendant cette période-là, ce qui compensait, en termes macroéconomiques, la hausse des prix du pétrole.

Il faut donc corréliser le niveau des prix du pétrole à celui du prix de l'argent. Quand les deux sont élevés, cela entraîne mécaniquement un prélèvement dans l'économie qui est tellement fort que cela engendre évidemment une grosse récession.

### **Corrélation... en image sur le graphique suivant.**



Vous voyez très bien que les taux ont été augmentés par la FED avant la crise de 2007/2008, et que cela a eu lieu simultanément à une augmentation des prix du pétrole.

Nous sommes en 2018, avec les remontées de taux de la FED et la hausse du pétrole, exactement dans la même configuration à ceci près que le niveau de « krach » et de rupture de l'économie est bien plus faible puisqu'entre 2008 et 2018, l'endettement mondial a explosé à la hausse.

Pour vous prendre un exemple, 1 % de taux en plus quand un pays comme la France a 60 % de dette, ce n'est pas la même chose en PIB que lorsque le pays est à 100 % de dette sur PIB, ce qui est désormais notre cas.

## **Les crises sont créées de toutes pièces.**

Vous devez comprendre qu'il n'y a là rien de magique. Ce n'est pas la main « invisible », ou le marché. C'est quelques gus, que j'appelle « mamamouchis », qui décident dans leur coin de l'opportunité ou non de créer une crise de toutes pièces.

En augmentant les taux d'intérêt et les prix de l'énergie, l'économie mondiale est envoyée droit dans le mur.

Vous aider à l'anticiper et à vous protéger, c'est mon travail et mon métier. Si vous voulez en savoir plus et notamment comprendre les conséquences et en quoi elles seront différentes par rapport à la crise de 2008, vous pouvez rejoindre le club ouvert des stratégestes en vous abonnant à [la lettre STRATÉGIES ici](#).

Comprendre les différences sur les conséquences à venir, c'est intellectuellement passionnant, je vous l'ai déjà dit, mais c'est surtout très concret, parce que comprendre les différences entre la crise précédente et la prochaine, c'est pouvoir prendre VOS dispositions et mettre en place une stratégie pour vous, qui vous soit adaptée.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

## **Comment l'autocensure des médias vous prive d'informations importantes**

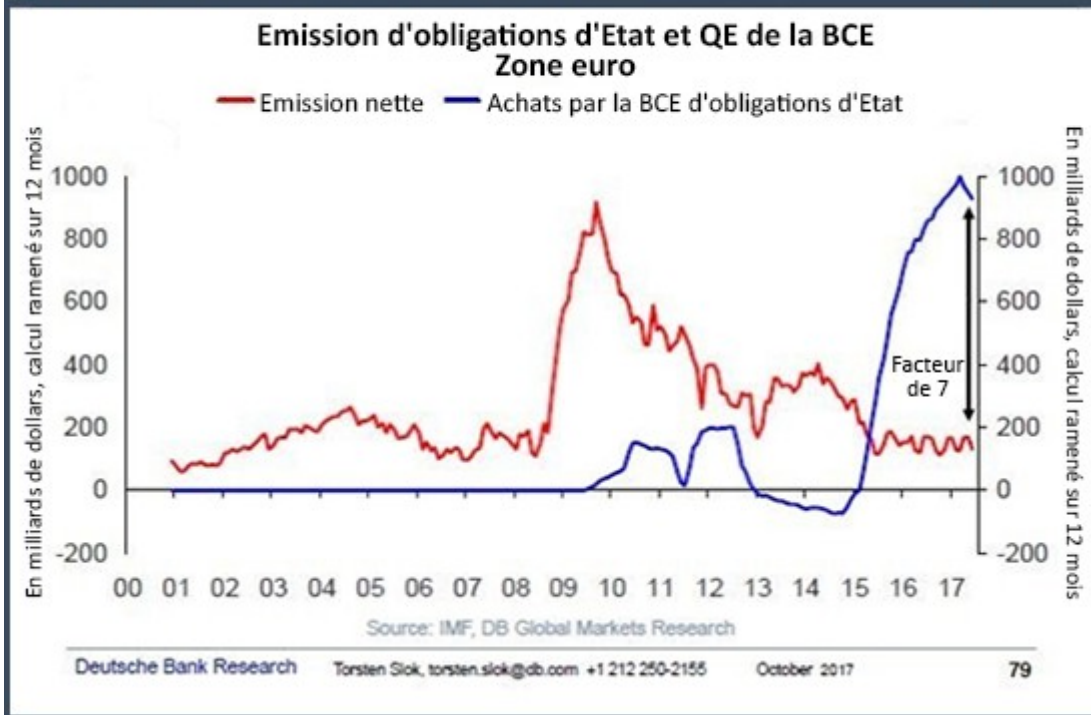
*Rédigé le 3 octobre 2018 par [Simone Wapler](#)*

*Les médias sont financés par leurs annonceurs et les fonds publics. Tout en délivrant un message politique, ils occultent des informations vitales pour leurs lecteurs.*

J'estime que la crise italienne est très dangereuse pour l'euro et notre patrimoine financier.

Le travail des agences de notation a été vidé de sa substance en ce qui concerne les dettes d'Etat. A quoi sert de noter les obligations souveraines d'un pays si la Banque centrale en reste acheteuse quoi qu'il arrive ? Et pas seulement acheteuse lorsque personne n'en veut plus, puisque la BCE rachète sept fois les émissions nettes, donc finance sept fois les déficits des pays dépensiers.

## Les achats de la BCE représentent actuellement sept fois l'émission nette de dettes



Quand on sait cela, on comprend pourquoi l'Italie n'a pas à se gêner et pourquoi des démagogues peuvent promettre la lune à leur électorat... « [C'est l'Etat qui paye](#) » avait dit l'ineffable Hollande à la télévision. En Italie « C'est la BCE qui paye ».

Ne comptez pas sur les agences de notation pour tirer la sonnette d'alarme avant la prochaine crise.

Qu'on le veuille ou non, il y a des Européens du nord, les buveurs de bière et des Européens du sud, les buveurs de vin, pour reprendre la belle terminologie imagée de Charles Gave. Nous ne sommes pas Américains que le Coca-Cola fédère.

Pour les buveurs de vin, l'argent est gratuit, les riches paieront et toute inégalité est nécessairement injuste. Chez les buveurs de vin, on est habitué à la monnaie faible, aux déficits publics, aux défauts de l'Etat.

Chez les buveurs de bière, c'est une autre histoire. Curieusement leur niveau de vie est plus élevé que celui des buveurs de vin. Mais ces derniers fustigent alors les « inégalités » auxquelles sont exposés les buveurs de bière.

### Le message biaisé des medias

Les medias français parlent aux buveurs de vin et leur délivrent le message qu'ils souhaitent entendre. Des finances publiques bien gérées sont assimilées à de l'austérité, les dettes peuvent se dissoudre dans l'inflation, l'Etat sera toujours là pour soulager toute les souffrances, l'argent tombe du ciel et il y aura toujours des riches pour payer.

Peut-on attendre des medias des buveurs de bière un traitement plus objectif de l'actualité

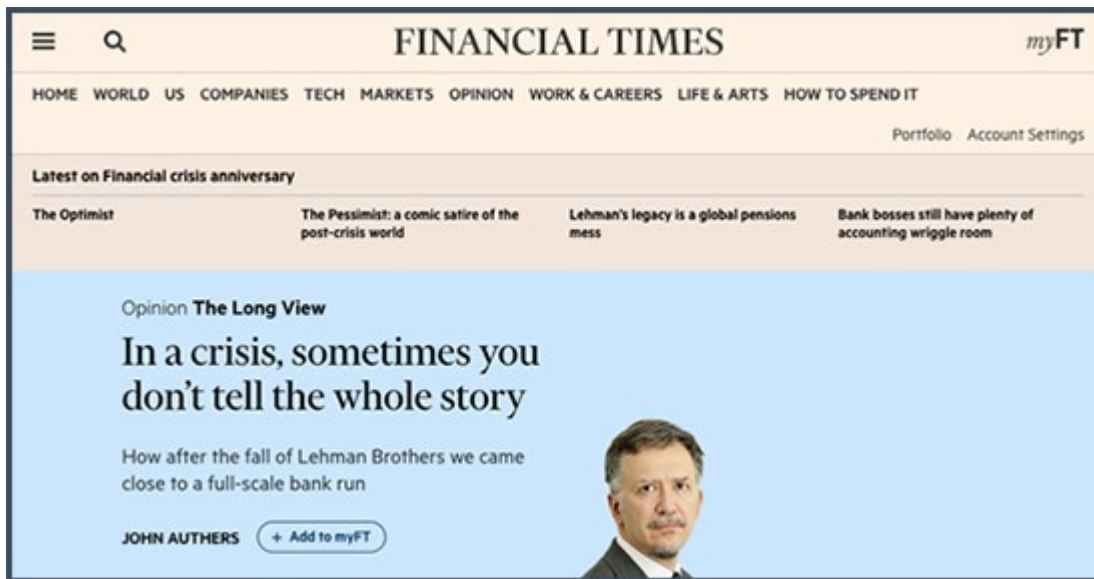
économique et financière ?

La réponse est NON.

Un éditorialiste vedette du célèbre quotidien financier britannique *Financial Times* s'est récemment confessé à l'occasion de l'anniversaire de la crise de 2008 :

« *Le moment est venu d'admettre que j'ai une fois délibérément occulté des informations importantes pour les lecteurs. C'était il y a 10 ans et je pense avoir bien fait.* »

John Authers



Retour au 17 septembre 2008.

Nous sommes deux jours après la faillite de Lehman Brothers.

La nouvelle tombe que l'assureur AIG vient d'être sauvé de la faillite avec 85 milliards de dollars de fonds publics. Une faillite d'AIG aurait entraîné celles des banques européennes. Un gros fonds monétaire annonce de lourdes pertes en raison de son exposition à des obligations de Lehman Brothers. Il met en danger la banque américaine Citibank.

John Authers est un déposant de Citibank. Il sait qu'il peut perdre son argent. A l'heure du déjeuner, John Authers – qui travaille depuis New-York – se dirige vers son agence de Manhattan. Il découvre une longue queue de gens similaires à lui-même, des initiés de Wall Street inquiets pour leurs dépôts et souhaitant les retirer.

C'est ce qu'on appelle une panique bancaire, un *bank run*.

Plutôt que d'appeler un photographe du journal et de faire un article sur ce sujet, John Authers décide de se taire. Il fait la queue, comme les autres initiés. Il fractionne ses dépôts et les envoie dans une autre banque. Il sauve son argent et se tait pour ses lecteurs.

Il estime avoir bien fait puisque finalement Citi n'a pas fait faillite et que la panique ne s'est pas propagée. Je suppose que si Citi avait fait faillite, nous n'aurions pas eu droit à la confession « comment j'ai sauvé mon argent et trahi mes lecteurs ». John Authers conclut sa confession sur la future crise :

*« La prochaine crise ne sera pas bancaire mais elle portera sur l'insidieux danger des pertes au sein des fonds de pension qui laisseront une génération sans suffisamment d'argent pour leur retraite ».*

Chez nous en Europe, ce rôle de fonds de pension est assumé par les produits d'assurance-vie...

Les médias nous informent très bien et quotidiennement sur le niveau de surendettement privé et public. Cet endettement n'est soutenable que parce que les taux d'intérêt sont maintenus artificiellement bas.

Mais il est évident que cette situation n'est pas éternelle. Les taux montent aux Etats-Unis.

A un moment, les autorités devront avouer que le stock de dette ne pourra jamais être payé. C'est ce que j'appelle le jour J du jubilé.

Ne comptez pas sur les médias pour vous avertir à temps. Un vendredi les marchés financiers clôtureront comme d'habitude. Ensuite, un jour de la semaine suivante, vous apprendrez que les dettes ont été « restructurées », que votre assurance-vie est gelée ou amputée, que les dépôts bancaires au-delà d'un certain montant sont frappés d'une taxe de solidarité...

C'est avant qu'il faut vous préparer au jour J du jubilé.

## **Des relations enfin parfaites**

*Rédigé le 3 octobre 2018 par [Bill Bonner](#)*

*L'Etat prétend désormais contrôler les relations hommes femmes et fixer les bonnes pratiques.*

Qu'est-ce qui n'allait pas, avec les milliers de générations qui nous ont précédés ? Avec tous leurs anciens rituels pour faire la cour : s'asseoir sur la terrasse, la présence de chaperons et se conter fleurette ?

Qu'elles devaient être stupides, ces générations ! Il a suffi d'un seul groupe d'étudiants de Yale, et de quelques décennies pour méditer sur leurs expériences... Maintenant, nous disposons enfin de « bonnes pratiques » pour que les hommes et les femmes puissent s'accorder.

Les jeunes étudiants de Yale, dans les années 1970 et 1980 étaient apparemment aussi perturbés que tout le monde. Après cette soirée au cours de laquelle Brett Kavanaugh se serait exhibé... personne n'a fui vers une université plus civilisée, ne s'est plaint au Doyen, ou n'a même quitté la soirée, écœuré.

Puis pas plus tard qu'en 1999, lorsque Juanita Broadbrick a accusé de manière crédible Bill Clinton de l'avoir violée (pas simplement de l'avoir touchée ou de s'être exhibé), la presse l'a traitée comme une moins que rien.

Juanita n'avait pas fréquenté Yale mais l'école d'infirmière de Sparks. On était encore dans les années 1990 : les médias et l'élite adoraient tellement Clinton que toutes ses frasques importaient peu.

## **La voie de la perfection humaine enfin ouverte par l'Etat**

Mais maintenant, la voie vers la perfection humaine est ouverte. C'est l'Etat qui décide comment les hommes et femmes doivent se traiter, et de tout le reste.

Les meutes du FBI sont sur le coup et devraient prolonger ce spectacle quelques jours encore... tandis que les factions de l'élite se battent pour le pouvoir et un statut.

L'un des camps veut que cet homme siége à la Cour. L'autre profite de l'occasion pour exhiber son angoisse existentielle égocentrique... Et se venger de ses camarades de classe ivres, pour des insultes délivrées il y a une génération.

Alors que ce spectacle désolant se déroulait, près de 100 000 personnes sont mortes de faim dans le monde... l'Etat s'est endetté de 2,7 milliards de dollars de plus... environ 400 Américaines ont été violées... et nous nous sommes rapprochés de 24 heures d'un effondrement économique catastrophique.

D'ici quelques années, même si la concurrence est rude au sein de l'équipe de Trump, tout ce spectacle restera gravé comme un moment de grand embarras national, à l'image de la Prohibition ou de Tom Friedman.

Nous devons retrouver notre sens de l'humour... nous tourner vers de nouvelles absurdités... et les observer selon une nouvelle perspective.

Oui, nous sommes de nouveau au Ranch, en Argentine. Nous avons parcouru la route poussiéreuse de Molinos jusqu'ici, samedi, et pris une auto-stoppeuse : une femme d'une trentaine d'années, qui n'avait plus ses dents de devant.

« Où allez-vous ? » lui avons-nous demandé.

« En haut », a-t-elle répondu.

La conversation en est restée là. Nous avons essayé de lui demander qui elle était et ce qu'elle faisait (c'est une petite vallée), mais nous n'avons rien compris.

Plus tard, nous avons décrit cette rencontre à notre gouvernante, qui a répondu :

« Oh, ce devait être Veronica. Elle est folle. »

Nous avons déposé Veronica près d'un groupe de petites maisons en torchis, puis avons continué à grimper, grimper, grimper... jusqu'au bout de la vallée, où s'achève la route telle qu'elle est.

Là, au pied de la grande montagne, le Rebenque, nous allions retrouver notre ferme... l'école... l'église... et le petit village connu sous le nom de Gualfin, qui signifie « au bout du chemin ».



*Vue de Gualfin depuis le perron*

Ici, c'est le début du printemps. Les vignes et les arbres bourgeonnent. Mais c'est également terriblement sec, avec des bourrasques de vent qui aspirent l'humidité de chaque chose.

La route – pas grand-chose d'autre que de la terre et du gravier – s'étend par-dessus les collines, traverse les lits de rivière asséchés et contourne les rochers et les montagnes. Ensuite, elle traverse un pont (construit il y a quelques années seulement : lorsque nous sommes arrivés, il fallait espérer que l'eau ne soit pas trop haute pour pouvoir traverser), puis amorce sa longue ascension jusqu'au ranch.



*La longue route de Gualfin*

Autrefois, un panneau bancal et tout desséché indiquait la direction du ranch. Il avait l'air mélancolique et oublié... comme s'il signalait un cimetière abandonné.

Mais à présent, il est tombé, ou bien il a été emporté. Aujourd'hui, il faut savoir où on va, c'est tout. Au début, avant de bien connaître la route, nous regardions les formations rocheuses qui nous faisaient penser à un navire de guerre.

Les enfants criaient « navire de guerre » et nous savions qu'il fallait tourner à gauche. Parfois, à notre arrivée, la piste avait été ravinée ou emportée.

Maintenant, il y a davantage de camions, dans la vallée, et pendant la saison sèche – la majeure partie de l'année – les traces de pneus sont bien visibles.

Il suffit de les suivre... et de grimper, grimper, grimper, 600 mètres, environ, en partant du lit de la rivière. Après avoir tourné à gauche, au début de la propriété, le trajet dure une demi-heure, avant d'arriver à la ferme... En ayant toujours le Rebenque devant soi.

Au bout de 20 minutes de rude ascension, vous vous retrouvez dans une énorme vallée plate... Et vous pouvez conduire un peu plus vite, en faisant attention au bétail.

Nous avons trouvé les vaches attroupées près de l'abreuvoir. Elles étaient maigres, comme toujours en cette saison. Mais elles l'étaient plus que d'habitude, apparemment. Il n'est pas difficile d'imaginer pourquoi. Il n'y avait pas un brin d'herbe à perte de vue.

Enfin, nous sommes arrivés au pied du Rebenque et nous nous sommes installés dans la ferme.

Notre gouvernante (qui, autrement, garde les chèvres dans les montagnes) et sa famille sont venus nous accueillir.

Nous n'avons pas tardé à aborder le sujet du bétail.

« Oui... Elles sont très maigres. Et les vaches n'ont pas suffisamment à manger, alors elles perdent leur veaux », nous a informé le régisseur de la ferme.

C'était une très mauvaise nouvelle. La ferme est déjà profondément déficitaire. Nous perdons des veaux à cause des condors et des pumas. Nous ne pouvons nous permettre d'en perdre encore plus.

Dimanche, nous sommes partis à cheval regarder de plus près. Les vaches avaient l'air maigre mais pas désespéré. Plus tard, nous avons entamé une conversation avec notre gouvernante.

« Alors, que s'est-il passé, en notre absence ? »

« Pas grand-chose. Gabriela ne s'est pas enfuie avec Omar. En fait, Gabriela et Justo se sont remis ensemble. A présent, ils parlent de s'installer dans l'autre ranch. Ils pensent que ce serait un nouveau départ... Loin de la mère de Justo.

« C'est elle, le problème. Gabriela s'est mise en couple avec Justo alors qu'elle n'avait que 17 ans. La belle-mère l'a toujours malmenée et jamais approuvée. Pas étonnant que Gabriela ait voulu partir.

« Et c'est probablement une bonne idée, de toutes façons. Qu'ils aillent en bas de la vallée. Justo est opérateur d'engin, et vous avez déplacé la tractopelle là-bas. »

Nous avons cru cerner un reproche, dans sa voix... comme si nous avions dépouillé le ranch d'un équipement essentiel. Certes, nous avons emmené la tractopelle à la ferme du bas pour préparer les canaux d'irrigation et pouvoir faire pousser du blé et de la luzerne pour nourrir les vaches.

Mais cette explication pouvait attendre.

### **Des *Originarios* bien renseignés**

En attendant, la guerre des *originarios* (les gens qui revendiquent des droits spéciaux sur la terre car ils sont d'origine autochtone) se poursuit.

En notre absence, nous avons perdu une bataille. Nous commençons à nous demander si notre équipe – les voisins et les parents des *originarios* – veulent vraiment gagner.

« Oh... Et la police est venue deux ou trois fois. Roberto – vous savez, il n'est pas d'ici, mais il vit avec Alicia, en haut dans la vallée – a commencé à construire une maison près de l'école. Le régisseur lui a dit d'arrêter. Cette terre appartient au ranch. Il ne peut pas construire une maison là où il en a envie.

« Mais il a dit qu'il était un *originario*. Donc notre avocat a obtenu une injonction du tribunal pour qu'il cesse. La police est venue... Mais elle n'a pas réussi à le trouver. Et ensuite, lorsque la police est partie, il a repris la construction de la maison.

« Alors notre avocat a de nouveau appelé la police. Qui est revenue. Mais il n'était pas là. Donc il s'est produit la même chose. Ils sont partis et il a repris la construction de la maison. A

présent, elle est terminée. Et il vit dedans. »

Plus tard, nous avons demandé à notre avocat ce qui s'était passé.

« Nous avons obtenu une injonction du tribunal lui ordonnant de ne pas construire la maison » a expliqué l'avocat. « Mais l'injonction ne peut lui être remise car ils n'arrivent pas à le trouver. Quelqu'un doit l'avertir à chaque fois que la police vient ».

## **Un jour tout ceci sera à toi! Dé-lire de la dette et la monnaie.**

**Billet de Bruno Bertez 3 octobre 2018**

Un jour tout ceci, toutes ces dettes seront à toi!

C'est pour le plaisir de publier cette image, mais je n'en crois pas un mot: ce qui ne peut être remboursé ne le sera pas.

Yellen a dit il y a quelques années une profonde vérité parlant de la monnaie elle a lâché , certainement involontairement: « c'est une bien piètre réserve de valeur ».

Elle voulait dire que les monnaies étant des monnaies de dettes, il ne fallait pas compter sur une possibilité que ces dettes soient honorées! Fonctionnellement, systémiquement, la fonction des monnaies est de permettre les destructions soit lentes, soit accélérées, soit chaotiques, soit ordonnées. Vous le constaterez plus tard, quand le futur me donnera raison, la fonction objective des monnaies est de permettre d'effacer les traces du passé.

Si la fonction systémique de la monnaie n'était pas sa biodégradabilité alors, on préférerait l'or! La monnaie par l'inflation et maintenant par le coupon d'impôt et de commissions (fees) qui y est attaché, la monnaie est la trace de notre passé, la monnaie nous surveille, et cette trace il faut soit la détruire, l'effacer par l'inflation, soit par l'impôt. Karl Marx disait que la « finance et la monnaie d'état » (d'état= de gouvernement) mettaient en branle des forces qui organiquement conduisaient au socialisme. Nous le constatons maintenant, les élites utilisent la finance et la gestion de la monnaie comme moyen de socialiser les charges du système en concentrant les profits sur des classes privilégiées.

La monnaie s'est renversée, de liberté individuelle suprême, elle a grâce au fil à la patte qu'on lui a attaché, devenue la chaîne de votre servitude. Et biens sur ce sera pire quand le cash aura été interdit et que tout sera collecté directement par l'interconnexion des ordinateurs de vos maîtres.

La dette, c'est le mort, c'est le cadavre de nos promesses , c'est la pierre tombale des bilans, c'est une trace. Une trace, une cicatrice qui ne pourra jamais se transformer en autre chose. Toute les politiques visent à la même chose, rendre les dettes supportables pour continuer à les accumuler. Ce qui ne veut pas dire que les citoyens, contribuables, salariés ne souffriront pas au nom de cette dette bien entendu , il suffit de regarder ce qui se passe en Grèce et bientôt se passera en Italie. mais cela restera partiel, localisé à certains points du système considérés comme les plus fragiles. La Grèce, l'Italie, c'est pour l'exemple, pour pouvoir aller plus loin hommage du vice à la vertu.

Moi je raisonne au niveau global et à ce niveau , la dette sera détruite .

Volontairement c'est à dire par un Jubilee? Accidentellement par un sinistre financier que l'on ne pourra pas traiter? Insidieusement par l'accélération subreptice de l'inflation? Il y a beaucoup, beaucoup de possibilités dont la plus probable est la destruction par la guerre comme cela s'est toujours fait et comme cela se prépare.

La montagne de dettes que le monde a produite depuis le début des années 80 n'est pas faite pour être remboursée, déjà on ne peut plus l'honorer, la « rouler » avec des taux d'intérêts normaux! Il a fallu les mettre à zéro ou négatifs. Non cette dette est faite pour être détruite. Toutes les questions sont: quand? Comment? Au profit de qui?

Nous avons connu une période où les élites ont cru bien faire, après les années 2010 de prôner l'austérité. C'est ce qui a été imposé en Europe après la crise de la dette des périphériques de 2010/2011. On a aggravé le mal par une politique imbécile qui consistait à produire moins de richesses pour rembourser les dettes! Faut-il être stupide comme Gribouille n'est-ce pas?

Puis on a abandonné cette idée pour se concentrer sur ce que l'on appelle les réformes, les réformes étant en résumé équivalentes à une baisse des niveaux de vie par la précarité, la flexibilité et la surexploitation salariales.

Maintenant on est dans une nouvelle phase : on revient aux premières amours et on s'oriente vers les stimulations fiscales; plus question de réduire les déficits, mais il est question de les augmenter. Bien entendu ceci ne concerne que les systèmes forts, les faibles eux doivent continuer à peiner pour stabiliser les dettes, il faut bien entretenir les fictions.

Ceci se fait à la faveur d'une mutation théorique: il y a des intellectuels, au service des maîtres (et non au service du peuple comme ils veulent le faire croire, bref des keynesiens) il y a des intellectuels qui ont développé une théorie dite de la MMT, la Modern Monetary Theory. Cette MMT vient relayer les vieilles lunes de la sociale démocratie dépensière.

Cette MMT prétend démontrer que les gouvernements souverains monétairement peuvent s'endetter sans limite, et donc que les déficits n'ont pas d'importance!

Ils démontrent que monétairement c'est logique et imparable! Les gouvernements ont le pouvoir de piller directement le bien commun confisqué, la monnaie.

Ils oublient une chose, mais c'est la plus importante; si les gouvernements peuvent s'endetter sans limite grâce au jeu de la création monétaire dirigée, alors ces gouvernements n'ont plus de comptes à rendre et ils bénéficient d'une liberté totale et des moyens illimités ... pour nous opprimer!

## **L'avenir incertain de nos chères banques centrales**

**François Leclerc 3 octobre 2018**

Les banques centrales ont bien travaillé, mais leur mission devrait être élargie dans l'avenir. Ce n'est encore qu'une petite musique, car l'heure est au désengagement, mais cette interrogation se fraye lentement un chemin.

L'importance de ce retour à la normalité est soulignée par le risque que les banques centrales se retrouvent démunies lorsqu'un nouvel épisode de la crise réclamera leur intervention. La prudence est comme on le voit de mise devant ce qui est ressenti comme une fatalité. En

conséquence, les banques centrales s'engagent en priorité dans la remontée de leur taux et repoussent à plus tard la diminution qui suivra de la taille de leur bilan. Sans encore s'interroger sur l'objectif qu'elles se donneront alors, revenir à leur taille précédente ou se contenter d'une réduction, et laquelle.

On peut en tout état de cause s'attendre à un rythme peu soutenu, car ce serait un comble que les banques centrales, par leur précipitation et l'ampleur de leur désengagement, soient celles par qui le malheur arrive en déclenchant dieu sait quel processus. Les banquiers centraux ne disposent d'aucune expérience dans ce domaine, ne parlons pas de la théorie à laquelle ils pourraient se référer.

Complicquant la réflexion, les banques centrales ne marchent pas du même pied. La Banque du Japon, qui finance le déficit budgétaire du pays et maintient ses acquisitions massives de titres obligataires, est hors concours. Et la Fed a pris les devants sur la BCE, la Banque d'Angleterre et celle de la Chine ayant d'autres préoccupations prioritaires.

Quelle devrait donc être la nouvelle mission des banques centrales ? On n'ignore pas ce qu'elles ne savent pas faire, les banquiers centraux l'ont suffisamment répété, les outils monétaires dont elles disposent ne pouvant à eux-seuls favoriser la relance, les gouvernements devant agir de leur côté. On se rappelle également que la Fed a une mission élargie par rapport à celle de la BCE, devant non seulement veiller à l'inflation mais également à l'emploi, et que cette dernière pourrait voir aligner sa mission. Mais ce n'est pas de cela dont il s'agit.

Lorsqu'une nouvelle mission est envisagée, c'est pour régler ce qui ne l'a pas été. La BCE s'en plaint, Mario Draghi a souligné le besoin de disposer de nouveaux outils en s'appuyant sur l'ampleur du secteur non régulé du système financier, dans l'intention d'en obtenir une mission de surveillance et de contrôle de même nature que celle qui a été confiée à la BCE pour le système bancaire régulé. Car le shadow banking fait décidément souci. François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, pointe le doigt sur ces mastodontes que sont devenus les fonds d'investissement américains, qui en sont une importante composante. Peter Praet, l'économiste en chef de la BCE, exprime sa crainte devant le niveau atteint par l'effet de levier en son sein. Voilà qui a tout l'air d'une campagne discrètement menée...

Tant qu'à faire d'évoquer des problèmes que l'on ne sait pas résoudre, d'autres suggestions nettement plus hétérodoxes ont toutefois vu le jour. Le cadre orthodoxe actuel n'y est pas propice et devra céder lorsqu'il faudra trouver une solution aux gros problèmes pendants, notamment à la fuite en avant de l'endettement. Déjà, il a été souligné la disparité de traitement dont les États sont victimes par rapport aux banques quand celles-ci bénéficient de crédits à taux zéro, ou presque, des banques centrales. Et il a été remarqué que cette création monétaire d'ampleur n'a suscité en terme d'inflation marquée que celles des actifs financiers, en lieu et place de l'hyperinflation prédite. Serait-ce une voie royale, s'interrogent ceux qui rêvent d'un tour de passe-passe ?

Adair Turner, ex-président de l'autorité britannique de régulation des services financiers, n'est pour sa part pas un magicien. Usant des ressources des mécanismes financiers, il a préconisé l'émission de titres perpétuels à taux zéro par les banques centrales, puis la réalisation d'un swap de ceux-ci avec les obligations souveraines existantes. Reste à le décider.

L'heure n'est pas à ce genre de grandes décisions collectives. Donald Trump poursuit sa

croisade contre le multilatéralisme en menaçant de quitter l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il bloque en attendant son fonctionnement en refusant d'agréer la nomination de juges nécessaires à son fonctionnement. C'est dire ce que l'on peut attendre de lui !

Non sans grands dégâts, le capitalisme a surmonté une épreuve. Mais il poursuit sa fuite en avant. Pour l'interrompre, il faudrait admettre que le cadre actuel n'est pas adapté.

## **Comment gérer la trahison dans le groupe**

**Pierre Templar 1 octobre 2018**



Choisir un groupe, qu'il soit de survie ou de travail, est une chose qui demande du soin et de la réflexion.

D'un côté, on sait qu'il se trouve de la force dans le nombre, mais de l'autre, on sait aussi qu'il est primordial de choisir ses coéquipiers judicieusement car dans un scénario post-apocalypse, on sera coincé avec eux - pour le meilleur ou pour le pire.

L'un des obstacles possibles est la trahison. Cette situation peut toujours se produire, et la confiance entre les membres peut être irrémédiablement entamée. Cet article vous donnera des conseils essentiels sur la façon de surmonter une trahison profonde.

Prévoir et anticiper la trahison fait partie de la préparation mentale de tout survivaliste, notamment et surtout s'il se destine à prendre un groupe en main. La première des choses est de comprendre que l'on n'a pas à pardonner sans condition : vous devez pardonner si la personne se repent de la faute qu'elle a commise à votre rencontre. Mais même dans ce cas, cela ne signifie pas non plus qu'il faille tomber dans une étreinte larmoyante et baveuse, et accueillir sa repentance à bras ouverts.

Nous vivons à une époque où lorsque les politiciens et les leaders religieux se plaignent à la

télévision et prétendent être désolés, cela est considéré comme "authentique". La plupart du temps, ce ne sont que des paroles en l'air, au mieux, ou des mensonges éhontés. Dès lors, qu'en sera-t-il de ceux qui sont censés "partager votre trou" ? S'ils sont impliqués avec vous et qu'ils ont passé vos diverses procédures de contrôle, il y a de fortes chances qu'ils sachent tout de vous et votre famille, ainsi que de vos réserves, équipements et autres.

Alors, que se passe-t-il si vous avez un allié de confiance qui soudainement "pète les plombs" et vous trahit, d'une manière ou d'une autre ? Peut-être même aurez-vous compté sur lui pour un type quelconque de contribution ou de soutien à votre groupe de survie, sous forme d'argent, de matériel ou d'action (le moment venu).

Voici donc quelques lignes directrices lorsque ceux qui étaient censés couvrir vos arrières vous poignent dans le dos, et la façon de vous protéger.

### **Lorsque c'est fini, c'est fini**

Si vous souhaitez pardonner aux traîtres, libre à vous. Ce sera encore plus de votre faute si vous les réintégrez et qu'ils causent du tort à nouveau, à vous, d'autres membres de votre famille, ou votre groupe de survie. La meilleure chose à faire est de couper les ponts. Rendez-leur tout ce qu'ils vous ont donné ou apporté, et envoyez-les promener. Ne perdez pas plus de temps ou d'énergie avec eux.

**Quelle que soit la forme de la trahison, cela reste une trahison.** Un point, c'est tout.

S'ils vous trompent sur de petites choses, vous ne pourrez pas leur faire confiance pour des choses plus importantes. Qu'il s'agisse d'argent, de biens, d'un conjoint ou d'un partenaire, ils sont dès lors inutiles. Que pensez-vous qu'ils vont faire après que la société ait basculé et qu'il n'y ait plus de lois pour les empêcher d'aller chercher ce qu'ils veulent ?



## L'évaluation des dommages

Vous devez **évaluer le préjudice** qui vous a été causé. Quel est le risque potentiel pour que la personne qui vous a trahi fasse encore plus de dégâts à l'avenir ? Que sait-elle qui pourrait être utilisé contre vous, soit avec d'autres personnes de leur entourage, soit avec les autorités ? Connait-elle votre niveau de préparation et vos procédures d'urgence ? Est-elle capable de deviner vos actions dans un scénario d'effondrement ou un désastre, et les actions des gens de votre groupe ? Est-ce qu'elle sait où vous et/ou les membres de votre famille travaillez, les banques et magasins que vous fréquentez ? Connait-elle vos besoins médicaux ainsi que les forces et faiblesses de votre famille ?

Vous devrez évaluer ces facteurs et bien d'autres afin de déterminer quels dommages collatéraux seraient causés en coupant des liens, et ceux qui pourraient être causés à l'avenir dans une terre dévastée, ou dans un scénario à la Mad Max.

## Retour à la case départ

Vous devez changer la donne entière et **resserrer les vis** de toutes vos procédures. Tout ce dont le traître et sa couvée peuvent avoir été au courant, vous devez maintenant le changer ou l'éliminer complètement. De nouveaux mots de passe doivent être convenus, de nouvelles fréquences radio et indicatifs d'appel, de nouveaux points de rassemblement, de nouveaux emplacements pour les caches, aussi bien pour les proches que celles éloignées. Toutes vos réserves et équipements doivent être déplacés ou enlevés et mis en terre inconnue pour le traître et sa tribu.

## Tel père, tel fils

Gardez bien cet adage en mémoire. Si le traître est chassé, **débarassez-vous aussi de sa famille**. Ils pourraient jouer avec vous pendant un moment et dénoncer leur père ou leur cousin. Peu importe ; le sang est plus épais que l'eau. Vous tenez à les garder ? Le moment venu, ils ouvriront les portes au traître et à son groupe, et vous serez alors chassé (note: si vous ne l'avez pas encore fait, regardez le film "Le temps du loup").



## **Et si le traître est un membre de la famille ?**

Même sort que pour les autres : **couper les ponts et l'expulser du groupe.**

La famille immédiate constitue un problème particulier. Et si maman trahit papa ou le groupe ? Qu'en est-il des enfants ? Vous pourriez devoir vivre avec eux, mais cela ne signifie pas pour autant que vous deviez les inclure dans vos plans pour l'après-chaos. Les enfants sont différents en ce sens que vous êtes obligé de prendre soin d'eux jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de la majorité et ne soient plus considérés légalement comme des enfants.

Une maison qui est divisée ne tient pas, et vos plus grands ennemis pourraient être les gens de votre propre famille. Comme les autres, ils sont humains : s'ils trahissent une fois, ils le feront encore ; c'est aussi simple que ça. Ne laissez pas les "cordes sensibles" se transformer en autant de garrots pour vous étrangler.

## **Et si le traître est votre propre patron ou un autre chef ?**

Dans le premier cas, trouvez-vous un nouveau job le plus vite possible...

Qu'en est-il d'un chef qui ferait partie de votre groupe de survie et qui trahit ? Il essaiera forcément de jouer le rôle de seigneur de guerre tyrannique quand le monde s'écroulera. C'est comme si vous lui donniez votre propre bâton de commandement, et vous finirez avec lui. Meilleure option : n'invitez jamais un autre chef dans votre milieu, et réduisez autant que possible la bataille pour le contrôle.

## **Conclusion**

Pour que les choses n'en arrivent jamais à de telles extrémités, le plus simple est de les prévenir. Pratiquez les mesures OPSEC avec vos alliés les plus fiables, en vous rappelant que tous les hommes ont la capacité de trahir et le font habituellement. Ne révélez pas la totalité des informations sensibles sur vos procédures et vos réserves. Formez des groupes de gens qui peuvent s'entraîner ensemble, mais ne leur dites pas ce que vous cachez dans vos stocks avant que cela ne soit nécessaire, et même dans ce cas, réfléchissez bien à ce que vous faites.

Voyez votre groupe comme une confédération de personnes partageant les mêmes idées, tout en évitant les alliances liées. Entraînez-vous ensemble à différentes tâches de survie, et convenez de fonctions pour vous aider mutuellement, mais restez vigilant. Les personnes les plus fiables de votre vie peuvent se retourner contre vous sans aucun remords lorsque le besoin s'en fera sentir.

Si une telle chose se produit avant que les lumières s'éteignent, alors vous pourrez compter sur

le fait qu'elles feront bien pire après, si toutefois vous leur autorisez. Ne le permettez pas et ne devenez pas une victime. De la même manière, ne permettez à d'autres membres de votre famille ou de votre groupe de devenir des victimes en raison d'une mauvaise décision de votre part...

Publié par [Pierre Templar](#)